

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 108



JANVIER 2022

INADMISSIBLE : SOIGNANTS MENACÉS DE LICENCIEMENT EN PLEINE PANDÉMIE



Volkan



Lulu



Dalsim

**3 PRISONNIERS
POLITIQUES LIBÉRÉS,
LE COMBAT CONTINUE**

MATÉ POU NOU MATÉ TAB-LA

PROPAGANDE DE GUERRE DES IMPÉRIALISTES

**1816 : L'AIDE D'HAÏTI POUR
L'INDÉPENDANCE DU VÉNÉZUÉLA**

**LES ENFANTS PALESTINIENS,
PREMIERES VICTIMES DU SIONISME**

2022 :

**SE METTRE AUTOUR D'UNE TABLE
POUR ENCORE RONRONNER : AWA !
RENVERSER LA TABLE : WÉ !**

Au moindre sursaut populaire les gouvernements français ont l'art d'appeler à l'apaisement, à mettre autour d'une table, à convoquer des états généraux, à faire des commissions, à réunir des « ateliers ».

Après la formidable mobilisation populaire de 2009 SARKOZY a fait le coup des états généraux après que son préfet MANCINI mettant en œuvre les institutions gouvernementales ait pris le soin avec la plus exquise courtoisie, d'entraîner syndicats et décideurs du monde économique dans d'interminables conciliabules sur le prix des marchandises les plus consommées. Le résultat du ronron autour de la table fut celui voulu par les initiateurs de la supercherie : l'étiollement progressif des manifestations, le « débousolement » des manifestants en attente des « négociations ». De la colère populaire scandée par des slogans significatifs :

« PÉYI A SÉ TA NOU, SÉ PA TA YO »

« AN BANN PWOFITÉ, NOU KAY FOUTÉ YO DÉWÒ »

« MATINIK LÉVÉ »...ETC ...ETC...

On s'est retrouvé avec des accords sur des clopinettes sans commune mesure avec les aspirations populaires qui certes souffraient de n'être pas relayées par des forces authentiquement patriotiques et conséquentes avec elles-mêmes.

Poursuivant sur sa lancée le chef de l'État français a jugé utile de parachever l'enlèvement du mécontentement en organisant des sortes de grandes messes avec tous ceux qui comptent pour le bon fonctionnement du système, sans oublier bien entendu cette flopée de politiciens au service des institutions coloniales. On eut droit à des propositions « audacieuses » de SARKOZY qui parla même de la nécessité pour la Martinique de parvenir à son...autonomie alimentaire. On bavardera sur l'urgence d'un « rattrapage » économique, sur une « égalité réelle » à mettre en œuvre. On bavarda, on bavarda et la messe fut dite.

LÈSPRI KASKÒD

Douze ans après toutes les belles résolutions sont restées au fond des tiroirs. Loin d'avancer vers une autonomie alimentaire la dépendance alimentaire s'est accentuée avec le soutien de l'État français aux bénéficiaires de la pwofitasion.

Le désengagement du même état dans le fonctionnement des services publics et en particulier dans celui de la santé s'est poursuivi de plus belle. Quant aux maigres « avancées » obtenues (Prime de 200€, catalogues des prix « bas ») c'en était fini après 2 années.

En résumé, tables rondes avec les représentants de l'État français, les élus des assemblées coloniales, les patrons, les administrations n'ont eu qu'un but : embourber le mouvement des travailleurs qui s'annonçait puissant.

Aux siècles derniers pour mater la protestation sociale l'état colonial faisait donner la troupe. Des morts, des blessés, des condamnations pénales et l'affaire était réglée. Aujourd'hui on étouffe la colère autrement, on appelle à s'asseoir autour d'une table pour annoncer et endormir les « partenaires ».

Car enfin avec qui appelle-t-on à se mettre autour d'une table. Avec l'État colonial français, avec un personnel politique qui a déjà vendu son âme, avec les auteurs de la pwofitasion.

Passons-les en revue.

**OSER
LA VRAIE
RUPTURE**

2022 :
SE METTRE AUTOUR D'UNE TABLE
POUR ENCORE RONRONNER : AWA !
RENVERSER LA TABLE : WÉ !

D'abord l'État français qui par la bouche de son Président de la République de l'époque (SARKOZY) avança la proposition d'aller vers une autonomie alimentaire de sorte que notre pays qui importe plus de 90% de son alimentation produise davantage sur place et soit moins dépendant. Qu'en est-il douze ans après ?

Une caste, celle des békés, qui représente 1% de la population dispose de 52% des terres agricoles et persiste à maintenir un modèle d'agriculture coloniale tournant le dos à la satisfaction des besoins alimentaires de la population.

Comment considérer qu'un groupe de cette caste détient à elle seule 43% des grandes surfaces du pays bénéficiant d'une véritable rente de situation.

Comment se mettre autour d'une table avec les représentants de ces gens qui vivent qui s'enrichissent, qui s'engraissent du système qui viole sa propre légalité en permettant la constitution et le développement de tels oligopoles faisant la loi, faisant les prix, maîtrisant le marché, écrasant sans état d'âme toute velléité concurrentielle.

Comment figurer à une table de « négociation » avec les représentants de l'État français complice actif des bénéficiaires de cette position dominante et écrasante.

Le même État qui pour nous endormir avait pondu en 2000 une fameuse loi d'orientation de l'outre-mer (La LOOM) qui prévoyait que le préfet aurait la charge de réguler les prix d'un certain nombre de produits. Le résultat ? 21 ans après aucune régularisation des prix n'est intervenue. Pire encore ce même État a ôté à son administration tous les moyens matériels et humains nécessaires à l'accomplissement de cette mission. Comme cynisme on a rarement fait mieux.

C'est ainsi que certains produits qui de-



vaient être régulés, comme la farine, enregistraient un écart de 165% avec la France.

Mieux encore des commissions qui doivent se réunir au moins 2 fois par an pour observer le niveau des prix, ne débordent pas d'activités. Le conseil de la concurrence pour sa part n'a jamais cru bon de mener une quelconque investigation sur ce monopole contrevenant à la loi qui s'oppose à la détention par un seul acteur de plus de 25% des parts de marché.

Comment discuter de la cherté de la vie avec des gens qui baignent dans une espèce de magouille officielle sous le patronage du préfet gouverneur, des hauts fonctionnaires, de la justice coloniale ? Des gens qui se sont fait une spécialité d'organiser la cherté de la vie pour le plus grand profit des rois de la «pwofitasion».

La détermination des manifestants sur les barrages semble avoir réveillé l'administration coloniale ainsi que les élus géreurs des institutions coloniales. Ce « beau monde » découvre qu'il y a ici un problème de la jeunesse. Sans tarder ils invitent quelques éléments de cette jeunesse qu'ils découvrent à participer à des « ateliers ». Autrement on les invite eux aussi à se mettre autour d'une table. Ce genre d'invitation n'est rien d'autre que le mépris à l'égard de notre jeunesse.

À qui ces professionnels de la politique feront ils croire qu'ils ignorent les tenants et les aboutissants du sombre avenir auquel est condamnée notre jeunesse ?

Croient-ils vraiment qu'en passant un peu de baume sur la plaie profonde ils régleront le malaise ? Croient-ils qu'en proposant à la hâte quelques emplois provisoires à des jeunes dans les mairies cela suffira à calmer la colère. Cela a certes marché dans le passé. Aujourd'hui les choses sont différentes. La détermination des manifestants sur les barrages est simplement à la hauteur de leur vo-

**LA RUPTURE PASSE
PAR LES LUTTES**

2022 :
SE METTRE AUTOUR D'UNE TABLE
POUR ENCORE RONRONNER : AWA !
RENVERSER LA TABLE : WÉ !



lonté de ne plus vivre, voire survivre dans une société qui ne leur offre que l'exil, la débrouillardise, la désespérance, le ronron mortifère.

Cette société c'est la société coloniale parfaitement organisée pour perpétuer sous d'autres formes plus « modernes » le monde de l'Habitation. Tout en haut de ce monde l'État colonial avec sa cohorte de hauts fonctionnaires placés à la tête des administrations, une caste qui règne sur une agriculture coloniale caractérisée par la monoculture spéculative et sur l'importation massive.

Leur état colonial, une caste parasitaire, une bourgeoisie se coulant dans le moule économique des maîtres et satisfaite des créneaux laissés encore vacants, une société coloniale d'un autre temps sclérosée et désireuse de se perpétuer sans fin.

Ce système colonial qui fait l'affaire d'une minorité de gros capitalistes soutenus par des politiciens aux ordres va à l'encontre des intérêts profonds de notre peuple et de notre pays.

C'est ce système qui doit être détruit. C'est l'intérêt de notre jeunesse qui a tout à gagner dans une Martinique tournant le dos au vieux monde colonial de l'habitation qui nous maintient en état perpétuel de réel sous-développement.

Dans une Martinique productive mettant à profit ses richesses naturelles ainsi que celles de son peuple et de sa jeunesse renaîtrait enfin la vie.

C'est cette perspective que le PKLS appelle à mettre en débat aujourd'hui alors qu'il est établi que la perpétuation de la domination française sur notre pays est lourde de danger



pour la survie de notre peuple en tant que peuple.

Après les barrages relativement encore modestes de décembre, les rapides invitations au « dialogue », à la discussion autour d'une table, à des ateliers, à des commissions ne sont que des leurres, pour nous endormir.

Pour notre jeunesse en état de désespérance, l'heure n'est pas de se mettre autour d'une table pour ronronner, discuter d'une baisse de quelques centimes du gaz ou de l'essence, d'accrocher quelques emplois aidés de 3 mois ou de 6 mois, quelques stages sans garantie d'emploi, décrocher quelques subventions pour des associations, etc... etc...

Cette table à laquelle on invite notre jeunesse à s'asseoir il convient de LA RENVERSER et de crier nos exigences qui passent en tout premier lieu par :

- la reconnaissance par l'état colonial français de notre peuple et de son droit à la souveraineté ;

- le processus de mise en œuvre de ce droit imprescriptible.

- la condamnation des auteurs du crime d'empoisonnement perpétré sur notre peuple ainsi que la réparation de ce crime.

- la fin de la répression contre les militants qui dénoncent ce crime et cet empoisonnement de masse.

Ces exigences parmi tant d'autres qui n'ont rien à voir avec les chuchotements autour d'une table s'inscrivent dans la voie de la Révolution à laquelle appelle le PKLS pour la libération de notre pays de l'asservissement colonial.

***Pasé nou tounen alantou tab-la,
annou maté'y!***



VŒUX DU PKLS POUR 2022

Chèr.e.s compatriotes, chères lectrices, chers lecteurs.

En ce début d'année 2022 le PKLS vous adresse ses meilleurs vœux.

2021 a été une année très difficile pour notre peuple, sur le plan de la santé et dans le domaine social, à cause de la politique appliquée dans notre pays par le pouvoir français, toujours marquée du sceau du colonialisme criminel qui nous opprime avec mépris.

Cette année a aussi montré qu'en dépit des propos défaitistes de certain.e.s et de la trahison d'autres corrompus, notre peuple, héritier des luttes menées par nos ancêtres pour notre liberté, a montré que l'âme de la dignité qui vit en nous, était un ferment de notre combat pour notre libération.

Les évènements de l'année écoulée sont venus confortés notre conviction de la nécessité absolue pour les masses populaires de préserver leur capacité de lutte afin de prendre en mains leur destin pour décider en toute indépendance et en pleine souveraineté ce qui est réellement dans l'intérêt de notre peuple.

L'avenir de notre nation, l'existence de notre peuple sont conditionnés par notre capacité à affronter les difficultés de la vie, à construire une résistance organisée pour entreprendre l'offensive courageuse conduisant à la rupture salvatrice avec le système colonial mortifère.

En tant que patriotes sincères, authentiques, nous entendons apporter notre modeste contribution à cette cause, celle des travailleurs, des masses populaires, celle à laquelle nous sommes attaché.e.s, celle qui est notre raison de vivre, pour paraphraser Fanon.

Notre engagement auprès de celles et ceux qui sont victimes du régime capitaliste et colonial est total, sur une ligne claire et radicale, et nous voulons être aux côtés de toutes celles et tous ceux qui se dressent, à la manière djok, pour défendre leurs droits, leurs conditions de vie, pour la justice sociale.

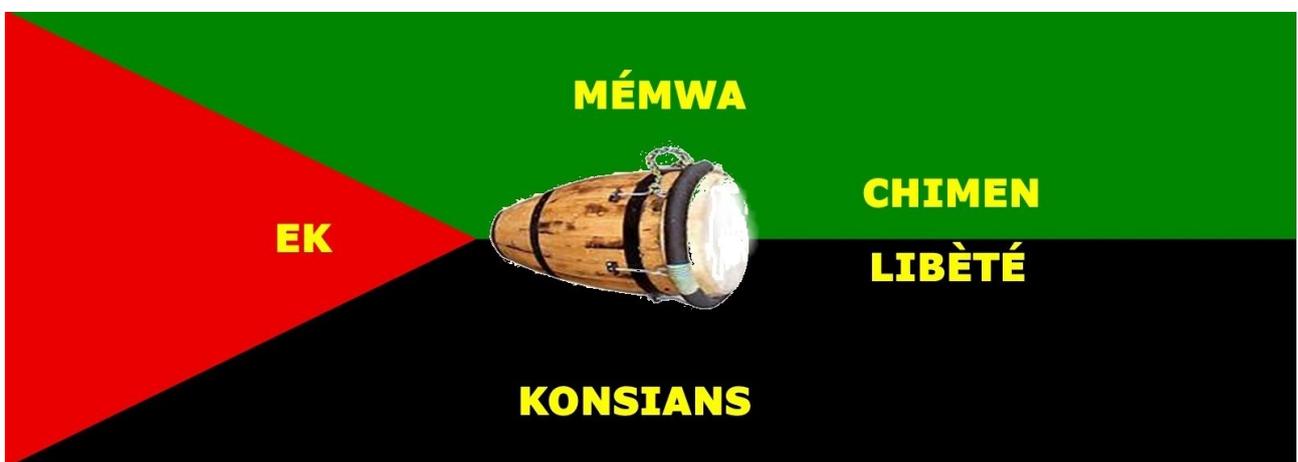
Avec « Patriyot » nous tentons d'apporter un éclairage sur notre situation et sur le chemin de notre lutte complexe pour l'indépendance et le socialisme, face à des ennemis pervers, rusés.

Nous apprécions votre fidélité à la lecture de notre journal et particulièrement les remarques et commentaires qui sont adressés par certain.e.s.

Nous souhaitons à chacun.e, pour cette nouvelle année de luttes, de fructueux succès.

Renforçons le camp de la résistance à la soumission pour une offensive victorieuse.

La vérité est du côté des forces révolutionnaires et ensemble nous vaincrons.



SOLIDARITÉ AVEC LES SOIGNANTS MENACÉS DE PERDRE LEURS EMPLOIS POUR CAUSE DE REFUS DE SE FAIRE INJECTER UN PRODUIT EN PHASE D'EXPÉRIMENTATION

A-t-on vraiment une idée du drame que vivent en ce moment des centaines de travailleurs affectés au secteur de la santé et qui perdent leur emploi du fait de la scélératesse du gouvernement MACRON.

Ces agents qui se consacrent nuit et jour à nous dispenser des soins dans les Hôpitaux, les cliniques, les différents établissements et officines sont sommés de quitter leur emploi du seul fait qu'ils auront refusé de se faire injecter un produit expérimental !

Cette dictature sanitaire imposée à nos soignants est INADMISSIBLE et REVOLTANTE.

Aucune reconnaissance, aucun respect pour ce personnel qui au début de cette pandémie s'est dévoué corps et âme pour soigner les malades qui affluaient dans les hôpitaux, les cabinets médicaux, les cabinets d'infirmier... Aucune reconnaissance pour ce personnel qui depuis des années accomplit sa mission dans les établissements délabrés et sans moyens dignes de notre temps.

Aucune reconnaissance pour ces agents qui confrontés à l'insuffisance des effectifs se voient contraints de cumuler des heures de travail au détriment de leur vie familiale.

Aujourd'hui la propagande tente de faire passer le personnel soignant non injecté pour des irresponsables susceptibles de propager le coronavirus aux personnes en soins.

L'irresponsabilité n'est pas du côté de ce personnel qui en parfaite conscience de ses responsabilités applique avec minutie, compétence et efficacité le protocole permettant d'éviter la propagation du virus au sein des établissements hospitaliers.

Du reste, à ce jour aucune contamination par le personnel hospitalier n'a été constatée. L'irresponsabilité est plutôt du côté des exécutants de la politique décidée par le gouvernement en matière de soins.

Cette politique appliquée avec zèle par les

A.R.S qui rogne sur les moyens matériels et humains affectés aux établissements de soins.

Cette politique criminelle qui a conduit à laisser chez elles les personnes infectées et à les envoyer mourantes à l'hôpital.

Politique qui a fait que notre pays avec ses 800 morts est le pire exemple de la Caraïbe pour la mauvaise gestion de la pandémie.

Le gouvernement français dans sa folie de tout vaccinal et sa rage de soumettre toute la population à l'obligation vaccinale a étendu cette contrainte au secteur privé. C'est ainsi qu'à l'instar des soignants hospitaliers les salariés du secteur privé sont soumis à cette obligation : techniciens des cabinets dentaires, des laboratoires d'analyses médicales, personnels de la rééducation et de l'appareillage, du commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques... Quant aux médecins, infirmiers, kinésithérapeutes, pharmaciens c'est tout simplement la radiation de leur ordre professionnel qui les attend.

Ainsi dans notre pays qui souffre de pénurie de soignants on s'apprête froidement à jeter à la rue un personnel qui a consenti de longues années d'études à sa formation pour l'exercice de professions difficiles. !

Avec le cynisme qui le caractérise il est proposé à des milliers d'agents concernés de participer à la mise en place de « groupes d'écoute et de dialogue » afin de les accompagner. Si au terme de cette « écoute » et de ce « dialogue » ils ne se sont toujours pas fait injecter leur produit en phase d'expérimentation ils sont priés d'abandonner leur profession et d'aller voir ailleurs.

Les Martiniquais ne doivent pas permettre l'installation sans riposte de ces mesures scélérates aux relents fascistes.

La solidarité avec notre personnel soignant doit s'amplifier pour la mise en échec de ces dispositions inhumaines

LA MOBILISATION CONTRE L'EMPOISONNEMENT DE NOTRE PEUPLE CONTINUE.

Le « *Collectif des ouvrières et ouvriers agricoles empoisonnés par les pesticides* » a 2 ans.

Décembre 2019, le combat contre l'empoisonnement de notre peuple avec les pesticides, notamment le chlordécone, franchissait un pas avec la création du Collectif

L'orientation de l'Association était de mener un travail de sensibilisation et de mobilisation avec les ouvrier.e.s qui pendant des années ont travaillé avec des pesticides, dans des conditions exécrables. Nombreux sont celles et ceux qui ont contracté de graves maladies, pour certain.e.s cela a entraîné un décès précoce, d'autres victimes souffrent gravement de pathologies diverses, parfois c'est toute une famille qui est frappée, voire décimée.

A l'occasion du 2^o anniversaire de la création du collectif, les responsables ont tenu une réunion le 29 décembre 2021 à Ducos.

Il s'agissait de faire un compte rendu des activités réalisées durant ces 2 ans, et de tracer les perspectives d'actions pour l'année 2022.

Dans le bilan, a été souligné le travail d'enquête réalisé sur le terrain auprès des ouvriers agricoles et leur famille afin d'avoir une image plus proche de la réalité du désastre de l'empoisonnement de ces Martiniquaises et Martiniquais au premier rang des contaminations.

Un an après sa création, le collectif a établi un document "*Mémoire et revendications*" largement diffusé, transmis à tous les élus et porté à la connaissance d'organisations politiques françaises. Grace aux multiples actions menées, des résultats sont déjà obtenus comme :

— Les analyses de sang permettant à toute personne de mesurer le taux de chlordécone, sans prescription médicale et gratuitement. Les premiers résultats ont montré des taux énormes chez des travailleurs agricoles.

— L'inscription récente du cancer de la prostate au tableau des maladies professionnelles pour les personnes ayant travaillé avec des produits toxiques.

Le collectif considère que ces premiers pas ne doivent pas faire baisser la mobilisation, au contraire, car il y a des obstacles présents et

futurs à l'application des mesures adéquates.

Par exemple les patrons ne permettent pas aux employé.e.s de se rendre au laboratoire pour les analyses, sur le temps de travail, alors que ce sont les conditions de travail qui ont provoqué les pathologies qui affectent les gens dans leur activité professionnelle.

Pou yo pa péyé dé sou, salopté yo pa ni bout !

Pour la reconnaissance il n'y a pas que le cancer de la prostate, d'autres pathologies sont aussi concernées et il faut se battre aussi pour obtenir gain de cause. Même pour les affections de la prostate il faudra mener une lutte constante pour obtenir satisfaction. L'expérience nous montre combien le pouvoir colonial nous traite avec mépris.

Il faut aussi se mobiliser pour que le CHUM rende opérationnel au plus tôt le projet d'établissement d'une unité médicale spécifique aux pesticides avec les moyens humains et matériels pour le dépistage et le traitement des personnes empoisonnées et que tous les frais soient gratuits.

Le Collectif considère qu'il faut renforcer la mobilisation et pour cela il a élaboré un « *Pacte pour une solution juste à l'empoisonnement du Peuple Martiniquais au Chlordécone* ». Il a lancé une pétition pour soutenir l'action du collectif et exiger du pouvoir colonial que soient menés à terme les processus de jugement et d'indemnisation des victimes.

Avant été invitées les associations et organisations qui mènent la lutte pour la reconnaissance du crime d'empoisonnement de notre peuple, pour que justice soit rendue, que les responsables soient condamnés et les victimes indemnisées. Les élu.e.s étaient invité.e.s car ayant un rôle à jouer dans l'accompagnement des victimes, notamment avec les CCAS.

L'action du collectif est capitale pour les ouvrier.e.s agricoles mais elle est aussi importante pour l'ensemble de notre peuple empoisonné dans presque sa totalité.

Chacun.e, doit s'engager dans ce combat légitime pour notre santé, pour l'avenir de nos enfants, pour l'existence de notre peuple.

FOK BA LANG-NOU, TOUT PLAS-LI AN PÉYI-NOU !

Matinik, sistem lékol sé menm bagay ki ta Lafrans, péyi ka kolonizé nou. Lafrans asou tè'y, ni pliziè réjion i ka jéré, é anba lopsion Lafrans, ni Matinik, Gwadeloup, épi anlo dot. Menm si yo pa asou tè Lafrans, sé menm lwa-a pou tout moun, kidonk lékol Matinik sé kon ta Lafrans.

Matinik, kon adan tout Lafrans, yo mété lang nou, lang Matinitjé, adan sa yo kriyé « Lang réjional ». Pliziè réjion Lafrans ni lang réjional yo, pou lwa franse-a « an lang réjional » sé an lang ki planté ko'y épi istwè'y, asou térétiwa Lafrans é ki diféran di lang franse. Lwa-a ka di: Lang larébiblik franse sé franse, sé sel lang ofisiel Lafrans, ek « Sé lang réjional-la sé ta patrimwàn Lafrans ». Mi sakré les-pri dominasion ek mépri!

Nou ka bien wè yo fèmen lang matinitjé adan an lajol ladministrasion franse, sé poutji Matinik, tout pwofèsè, konsyéyé pédagojik, ek dot ka palé di : « Lang ek Kilti Réjional » menm si pa ni réjion Matinik ankò, nou pé kriyé sa enbésilité, kouyonnad....

Pou lang-la sòti adan bel vakabon-najri-tala, nou ni bon goumen pou goumen, é sé sòti pou sòti anba lopsion léta kolonialis franse.

Si ni b

agay ki fet pou ba lang-lan an fos, sé épi konba pliziè militan toupatou an péyi-a ki goumen pou rivé raché dézoutwa bagay potalan. Matinik, nou pa jenmen tann pies reskonsab politik, pies kolektivité pran an pozision klé asou zafè lang nou, lang Matinitjé, kisiswa konsey jénéral, konsey réjional, kolektivité tériorial Matinik, épi manjé-kochon, dwèt, goch, mitan, otomis, endépendantis.

Ni lontan lang-lan ka trennen an kal-té maladi, é sé nou, atè Matinik épi moun Matinik, épi fos pep-la, ki pé ba'y bon rimed, primié rimed-la sé rimed POLITIK.

Sé jou-tala, pliziè asosiyasion, ka goumen pou sové lang épi kilti Matinik, sanblé kò yo pou kabéché asou pwopozision pou yo fè komision kilti ek lédikasion la CTM. Fo sav sa ka fè pliziè fwa krey manmay za bokanté épi sa ki té réjion, ki vini CTM jòdi, mé ayen pa fet, fo sav tou ki lè Marie-Jeanne té prézidan, adan pwogram-li té ni an zafè « LOFIS LANG » ki pa jenmen wè jou.

An lang pou ni an respé adan péyi'y, sé lè yo ké rikonnet valè lang nou adan lavi pep Matinik, moun ké enmen'y ankò pli fò, fok alé pli lwen ki senbol lidantité, fok rivé kabéché asou woté plas lang-lan : Lang ofisiel ? Lang nasional ?...

Dabou-dabò fok fè an bel nétwayaj adan lang-lan épi dé mo nou ka tann ki sé pa mo lang nou, ni mo lespri nou.

Non péyi-nou sé **Matinik** épi sé tout, moun ka viv adan péyi-nou sé **matinitjé**, lang-lan yo ka palé sé **matinitjé**, kidonk moun **Matinik** ka palé **matinitjé**.

Si nou lé sové lang-lan, nou ni an sakré travay pou fè, an tet nou, an les-pri nou, toupatou alantou nou.

Toutan sé reskonsab politik péyi-a pa konprann fok pòté mannev pou défann lang-lan, pou ba'y tout plas li toupatou, pou pòté'y woté ki fo, fok nou bat an tout sans pou sové lang nou ki sé matjoukann Matinik.

L'INDIGNITÉ DE MACRON, COROLLAIRE DE LA FRANCE COLONIALE ET DE L'EUROPE ENSAUVAGÉE.

Le président de la République Française Emmanuel MACRON est monté en première ligne de front.

Du haut de son trône provisoire élyséen, posté sur le fauteuil temporaire du sommet de l'Europe, vêtu de son costume de maréchal en chef des forces armées, en conformité avec le rôle qu'il s'est attribué, en tant que va-t-en-guerre, il a déclenché son arsenal contre ses ennemis retors.

Et voilà que ce caméléon, pur produit de la finance internationale, produit de la riche famille Rothschild reine de la banque, excrément du sionisme, par ce cumul de fonction se transforme en zandoli ki ka gonflé majol li pou sanm krapolad. Ainsi il crache son authentique irrespect pour les français, il brocante leur symbole, bleu, blanc, rouge, de la république française issue de la violente révolution de 1789 et ses soubresauts, pour le bleu de la vierge Marie épinglé des étoiles du sionisme dont il partage l'idéologie. Et voilà qu'il proclame son objectif d'emmerder une fraction de la population. « **les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc, on va continuer de le faire, jusqu'au bout. C'est ça, la stratégie** ».

Oui, il veut emmerder les non vaccinés, et jusqu'au bout !

Indignité

Comme disent les français en bon français, c'est un « langage de vulgaire charretier ».

On pourrait penser ou dire qu'un Président ne devrait pas dire ça.

Nous ne sommes point surpris ni étonnés. Notre riche expérience de victimes séculaires du colonialisme nous a irrigué l'esprit et tanné notre peau nègre, au sens racial mais au sens civilisationnel, culturel, sociétal. Macron en bon général en chef avait décidé auparavant avec ses troupes

de tirer sur nous, les moins que rien de ces poussières flottant sur l'océan.

Pour cela il avait utilisé des chiots aboyeurs comme éclaireurs,

ces déchets de l'aliénation qui avec leurs habits d'emprunt ont l'apparence de sachants, et se croient personnalités notables, quand ils ne sont que des personnages du cirque colonial. Accoutrés de leurs habits, surtout de leurs masques blancs. Ils ont claironné pour l'attaque des fantassins. Il s'en est suivie une cavalcade de l'infanterie.

Une brochette de savants, cultes du biberon colonial, ont retenu « nos ancêtres les gaulois » et en parfaits schizophrènes ont vomi le fiel du mépris colonial, dissimulés sous leurs origines outre-mériennes.

Depuis leur métropole ils ont diffusé un discours châtré lumineux : Les blancs, les européens, cette gente civilisée, donne l'exemple de l'excellence, les attardés obscurantistes que nous sommes à cause de nos séquelles africaines, pratiquant le vaudou, sommes des inconsistants irresponsables, qui par leur comportement soulignent la pleine laideur qui nous caractérise, celle qu'ils ne peuvent souffrir.

Nul doute que leur délire d'absolution est inspiré par une divinité gauloise ou le parfait divin franc. Ici ceux qui sont dans leur territoire d'outre mer, zombies du colonialisme, ectoplasmes du corps social Martiniquais, figures rétrogrades de l'obscurantisme, accusent les Martiniquaises, les Martiniquais d'être des irresponsables, analphabètes, parce que dans leur majori-



L'INDIGNITÉ NATIONALE !

L'INDIGNITÉ DE MACRON, COROLLAIRE DE LA FRANCE COLONIALE ET DE L'EUROPE ENSAUVAGÉE.

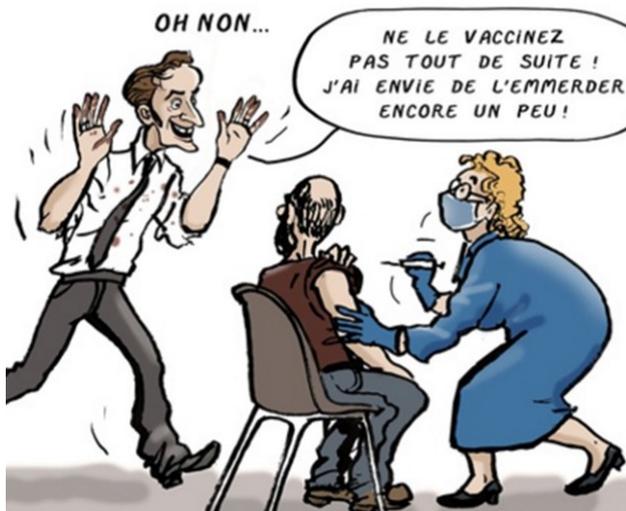
té ils ne sont pas vaccinés et donnent au monde une mauvaise image. Certains diplômés en aliénation, névrotiques du mimétisme rampant, batraciens sans ressort, ont blâmé ceux qui ne veulent pas se soumettre au diktat colonial, pour mieux vanter leur camp, celui des citernes pleines de bacs jusqu'à douze.

Tou sa yo ni, sé pou kouyonnen lézot, ek garé pep nou.

Une certitude c'est que nous, par notre entêtement de ne plus vivre toujours à genoux, de ne plus nous prosterner constamment, de ne plus accepter les humiliations, de ne pas adopter une posture volontaire de servitude, de regarder les colons, les blancs, à hauteur d'être humain, nous sommes comme un grain de sable dans la machination colonialiste décadente de la France qui poursuit son entreprise d'envahissement de notre pays, d'avilissement de notre peuple, d'empoisonnement à grande échelle, de génocide par substitution, pour user de notre terre à sa guise, dans son intérêt égoïste exclusif.

Nous n'avons jamais été citoyens français, ils nous traitent de sujets irresponsables, mais notre dignité est caractérisée par notre résistance séculaire anchoukée dans notre existence collective. Les truanderies les plus basses, les provocations les plus virulentes, les agressions les plus violentes, la corruption coutumière, n'honorent ni la France ni son président, ni ses laquais domestiques, qui sombrent dans l'indignité et la décadence.

Au cynisme de la politique gouverne-



mentale de l'injustice, violente en tous genres contre les masses populaires, s'ajoute une bassesse morale du

style de la karchérisation de Sarkozy, dont ont déjà été porteurs des propos antérieurs de Macron & Co.

BLANQUER à la manœuvre du sinistre de l'école dans la même stratégie a déclaré : « *On ne fait pas grève contre un virus* »! Oui mais les usagers de l'école font grève contre un dangereux ministre provocateur .

Leur stratégie semble être de tout faire pour diviser ceux contre qui ils sont en guerre, pour mieux les dominer et les vaincre. Eux qui parlent souvent de l'unité de la nation ne visent qu'à créer différentes catégories de « citoyens ». Macron a tenu à préciser sa pensée avec ce propos « **ce sont des irresponsables et un irresponsable n'est plus vraiment un citoyen** ».

L'indignité chez Macron n'est pas chose nouvelle, rappelons nous par exemple en 2018 sa réhabilitation de Pétain, condamné d'indignité nationale, parrain de l'amiral Robert. I lé viré mété nou antan Wobè!

Chez eux il y a une vraie ligne de démarcation nette, c'est celle entre les riches et les pauvres, entre les dominants et les dominés, entre les colons et les colonisés.

Macron et les siens ont déclaré la guerre contre nous, nou pran konba -a, nou pa ka kayé !

Yo toujou konprann yo bwété nou, mé yo ka blié nou sé grenn, menm anba tè nou ka pousé.

MACRON DANS SES POMPES ET SES ŒUVRES AVEC LA BOURSOUFLURE DE SES PROPOS.

Le Président de la République Française, a défrayé l'opinion avec sa phrase :

« les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder. Et donc, on va continuer de le faire, jusqu'au bout. C'est ça, la stratégie ».

On pourrait longuement commenter ce discours mais il s'agit surtout pour le candidat à l'élection présidentielle d'instrumentaliser la tragédie du Covid que nous vivons, pour regrouper sa famille politique.

Soulignons tout de même un propos tenu dans le même entretien :

« En démocratie, le pire ennemi, c'est le mensonge et la bêtise ».

Il en dit long sur la mentalité de l'individu surtout si on prête attention aux « petites phrases » dont il est friand, qui sont le fond de sa pensée, comme l'illustrent quelques unes.

Le 29 juin 2017:

« Une gare, c'est un lieu où on croise des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien ».

Le 24 août 2017 :

« La France n'est pas un pays réformable. Beaucoup ont essayé et n'y ont pas réussi, car les Français détestent les réformes ».

Le 8 septembre 2017, lors d'une mobilisation contre la réforme du Code du travail.:

« Je ne céderai rien, ni aux faibles, ni aux cyniques, ni aux extrêmes »

Le 4 octobre 2017, Ciblant une délégation syndicale qui accompagnait des salariés licenciés:

« Certains, au lieu de foutre le bordel, feraient mieux d'aller regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas »

Le 12 juin 2018, il regrette qu'on mette :



"un pognon de dingue dans les minima sociaux et que les gens pauvres restent pauvres".

En 2018, à un collégien qui vient d'entonner l'Internationale il lui dit:

"Le jour où tu veux faire la révolution, tu apprends d'abord à avoir un diplôme et à te nourrir toi-même, d'accord? Et à ce moment-là, tu iras donner des leçons aux autres".

Le 29 août 2018, il déplore:

"le Gaulois réfractaire au changement !"

En septembre 2018, il suggère à un jeune chômeur de chercher un emploi et dit :

« Un emploi, je traverse la rue, je vous en trouve! »

Le 15 janvier 2019, il déclare :

« Je veux responsabiliser les personnes en situation de pauvreté car il y en a qui font bien et d'autres qui déconnent.

Le 31 janvier 2019, à propos de l'information, sur le mouvement des gilets jaunes :

« Jojo avec un gilet jaune a le même statut qu'un ministre ou un député! ».

Empruntons le discours césairien : Macron les colonisé.e.s non vacciné.e.s t'emmerdent !

MANDJA

Si ou alé an fondok lakanpann Matinik pou mandé an pié « **kirkima** » ouben « **kurkuma** » yo pé fouté'w an lafet, pas pou sé moun-la, non sa ou ka chèché-a sé MANDJA pou yo.

Dapré sa ki matjé mandja ka ekzisté dépi tan lantikité kivédi dépi matjidanten, ni pasè san (100) kalté mandja oliwon latè. Mandja sé an zépis ki sakré pa koté Lend, sé la i sòti.

An lang sanskri, mandja ni pliziè non, é chak-la vé di an bagay kontel : *Kunuma*, *ranjani* (sa ka ba koulè), *mangal prada* (sa ka pòté chans), dot ki vé di tou (ki kont diabet, kont vè ek mikrob, ki ni an koulè jòn, ki sakré, ka fè tjè'w plézi... épi dot), kidonk, mandja épi yen ki bon bagay asou non'y anni travèsé tout péyi oliwon latè.

I rivé Matinik épi zendien ki vini travay asou bitasion, pa koté 1853, sé pou sa yo ka lianné délè mandja ek zendien ; pres toupatou an péyi-a ou pé touvé pié mandja, pié mandja ka sanm anlo pié topitanbou (baliri) i pé fè an met woté (1 m) sé menm fanmiy jenjanm.

Sé mandja ka ba pié mandja, kidonk lè ou raché an pié, ouben an touf mandja, sé mandja-a ou pran an tè-a kay tijé pou ba dot pié. An touf pé ba'w pliziè tjilo mandja, sa bel toubannman ! Chak mandja-a ka sanm an lanmen épi sa ni yan bel koulè jòn zabriko! Fok atann sé fey la sek pou rékolté, si ou kité'y an tè-a pou anlot rékot mandja-a ka pli mi é i pli wouj .

Mandja ka rantré adan 2 bagay ka ba'y tout valé'y sé rimed épi manjé.

Dépi lontan lontan, tout oliwon latè anlo espésialis lasians ka djoubaké anlo asou mandja pou santé ek manjé .

Pou santé mandja ka djéri anlo bagay : Kansè, tjè, kolestéwol, lestomak, fwa, maladi mémwa, mis, lapo, bles....



épi dot. Espésialis ka di, moun ka viv pa koté Lend kon dot péyi Lazi, ni mwens kansè kolon pas yo ka manjé mandja toulong.

Lakay nou Matinik mandja té ka sèvi ba dives bagay kontel : lè an moun oben an bet té blésé sé mandja té ka sikatrizé bobo-a lamenn ; lè pa té ni frijidè an plis sel-la sé mandja yo té ka mété asou viann an soley pou'y pa té gaté.

Jòdi Matinik épi dot koté Larayib mandja sé pito pou fè manjé, soutou kolbou, é sé yonn dé manjé zendien enmen fè anlo, mé atjolman pres tout moun, tout restoran ka préparé manjé-tala. Chak péyi, chak moun ni manniè fè kolbou daprè kilti'y é daprè sa laliwonli ka poté ba'y, mé baz tout kolbou sé sa yo kriyé masalè oben masala, ki vé di mélanj zépis an lang Indi.

Pi-an-pi yo ka fè tou, ji mandja, yo ka mété ji sitwon adan.

Dapré sa ki matjé kolbou pati di an mo tamoul "kouzanbou" apré sété "koulanbou" épi i vini "kolbou".

Silon péyi, silon fanmiy, chak-la ni



MANDJA



manniè fè pat ouben lapoud kolbou, jòdi ou pé touvé kolbou tjòlòlò kivédi dlo jòn ki fet an manniè, mé tala lé zansien fanmiy zendien té ka préparé, sé épi apépré uit (8) bagay kon :

Mandja pilé, lay, diri roti, piman, kotonmili, kadichidwon, tiditen, lonyon... Tou sa pilé épi dé (2) woch, an gwo plat yo kriyé “annikalou” é an pli piti ki won épi long pou pilé sé zépis -la yo kriyé “kalikalou”. Adan mandja ni an bagay yo kriyé kurkumin, sé li ka

ba mandja-a tout fos-li épi koulè jòn-zoranj. Tansion lè ou ka pilé mandja-a, pas lanmen’w ka vini jòn. An menm tan sa pé djéri bobo lanmen pas i bon pou maladi lapo.

Kidonk sé pat kolbou ouben lapoud kolbou, diri épi viann, ka ba’w manjé-a yo kriyé kolbou, ni moun ka mété tomarén si ouben mango vet, pou ni an gou si. Matinik ou ni kolbou mouton, kabrit, pwéson... épi dot.

Pa koté Gwadeloup sé pito viann kabrit yo ka manjé.

Jòdi moun ka mété mandja adan anlo dot bagay.

Pwodiksion mandja oliwon latè, sé uisanmil tòn (800 000) adan an lanné. Lend sé primié pwodiktè mandja douvan Bangladech, Pakistan, Sri-Lanka, Taiwàn, Lachin...

**Ni bon manjé an péyi-a !
Annou manjé manjé péyi-a!**



CONSULTATIONS DE 2010 : FAUSSE AUTODETERMINATION.

En 2010 lors de ce que le pouvoir colonial a appelé des « consultations », le 10 janvier, une partie (55% de votants) de l'électorat rejetait l'application de l'article 74 de la constitution française et le 24 janvier suivant une plus petite partie (36%) décidait une variante de l'article 73 qui allait donner naissance en 2015 à la CTM.

Aujourd'hui encore, certaines forces politiques s'appuient sur ce résultat pour l'utiliser à leurs fins. Ainsi, Marie Jeanne qui est de ceux qui consultation a récemment déclaré que si la Martinique avait voté pour l'article 74 elle aurait le contrôle de la politique de la santé, ce qui n'est pas forcément vrai. D'un autre côté, le PPM qui avait appelé au maintien dans l'article 73 ne cesse de dire, sans le regretter, que la CTM n'a pas de pouvoir en matière de politique de santé.

Nous avons aussi le discours d'une partie des ex-patriotes disant qu'il est inutile de se battre pour l'indépendance puisque le peuple a refusé l'article 74.

On règne ainsi dans la pire des confusions politiques.

Il est important de clarifier ce débat et d'avoir les idées claires.

CONTRE L'AUTODETERMINATION.

En premier lieu, ces consultations de janvier 2010 n'ont rien à voir avec un exercice démocratique du droit à l'autodétermination du peuple martiniquais. Il s'agissait d'une opération politicienne mêlant État colonial et politiciens martiniquais.

Les preuves de cette absence d'un vote à l'autodétermination, c'est d'une part que l'organisateur, l'état colonial, ne reconnaissait pas l'existence du peuple martiniquais (d'où l'absence de détermination de l'électorat), d'autre part que le scrutin n'était pas équitable et enfin que toutes les options (dont l'indépendance) n'ont pas été discutées et mises sur la table.

Il faut se rappeler que cette consultation de 2010 n'est pas la première. Une consultation avait déjà eu lieu quelques années avant, en décembre 2003, et avait aussi consacré (toujours avec une faible participation de 44%) la victoire du non (moins de 1000 voix d'écart) à une modification dans le cadre de la constitution française.

LE RENONCEMENT DU MIM A LA DECOLO- NISATION

Ces consultations sont le fruit de la demande d'élus martiniquais, soutenus par l'état colonial. Bref, cela n'a rien à voir avec un processus démocratique mais simplement ce sont des élus des institutions coloniales qui tentent de légitimer celles-ci.

Revenons en arrière. En 1999, Marie Jeanne jette à la rivière l'alliance avec les patriotes pour bâtir une usine à gaz avec la droite (Michaud Chevry de la Guadeloupe) et la gauche autonomiste (Karam de la Guyane) au travers d'une déclaration dite de Basse Terre qui acte l'appartenance de la Martinique dans l'ensemble français et européen et tourne le dos à la décolonisation. L'objectif politicien est de faire face à la Loi d'Orientation d'Outre-Mer du gouvernement Jospin. Dans cette suite, Marie Jeanne qui, à cette époque, est président de la Région (de 1998 à 2010) fait une alliance avec Claude Lise (qui vient de quitter le PPM et dirige le Conseil Général) pour tenir un « congrès » sollicitant une modification du cadre institutionnel français. Marie Jeanne va faire la cour à Chirac puis à Sarkozy, présidents Français, pour avoir leur soutien à cette opération politicienne.

UNE OPERATION POLITICIENNE DANS LE DOS DU PEUPLE

Bref, une alliance contre nature se met en place. Les masses populaires en sont écartées, le MIM et ses alliés ne se préoccupant que d'avoir le soutien du pouvoir colonial et d'isoler le PPM, pensant ainsi gagner. Ce dernier pourra faire une campagne (victorieuse) pour

CONSULTATIONS DE 2010 : FAUSSE AUTODETERMINATION.

dénoncer un complot dans le dos des martiniquais pour qu'ils perdent leurs avantages.

Arrive 2009 et l'importance du mouvement social. Dès le début, Marie Jeanne et ses alliés (ce qui entrainera une crise au sein du CNCP) freinent le mouvement à quatre fers car il n'entre pas dans les normes de la consultation sur l'article 74. Le mouvement est anti-béké et basée sur des revendications immédiates. Clairement, Marie Jeanne appelle à la reprise du travail dès la seconde semaine du conflit. Par la suite, il retire même la Région des négociations.

Pour beaucoup, cette rupture avec le mouvement populaire du leader du MIM va expliquer comment la « population » va lui tourner le dos 10 mois plus tard. D'autant que la Région, le MIM et ses alliés vont benoïtement et de manière obéissante accepter de participer aux « états généraux » patronnés par Sarkozy.

Tout cela fait que lors de la campagne sur la consultation, les martiniquais sont face à un choix étonnant : ou voter pour le oui soutenu par Marie Jeanne et Sarkozy ou votre non pour garder un statu quo.

En, cela, le vote de 2010 était une supercherie politique fruit de petits jeux politiques auxquels les martiniquais ont refusé de jouer.

CHAT AN SAK !

Ce n'est pas tout. Les partisans du oui ont vainement tenté de vendre aux martiniquais « un chat dans un sac ». En effet, alors que le scrutin de 2003 avait été présenté par Marie Jeanne comme une simple « réforme administrative », pour 2010, les adeptes du oui voulaient que la Martinique soit administrée dans le cadre de l'article 74 plutôt que 73. Mais sans pouvoir dire aux martiniquais des nouveaux pouvoirs !

Autrement dit, on demandait aux martiniquais de rester dans le cadre colonial français mais de manière aménagée et sans dire quels aménagements.

Même le mariejeanniste le plus obtus avait du mal à s'y retrouver.

Le résultat fut à la hauteur de la politiciaille-

rie mise en place par le pouvoir colonial avec le soutien de Marie Jeanne et ses alliés.

UNE CONSULTATION NON DEMOCRATIQUE

Il faut rappeler que la gauche radicale appela à ne pas participer à ce simulacre.

Sur 296 802 électeurs, 126 298 votèrent non. Soient 42% des électeurs.

Pire (ou mieux) trois semaines plus tard, on organisa une autre consultation encore plus ambiguë et confuse. Il ne s'agissait plus de choisir entre 73 et 74 mais de savoir si dans le 73 on acceptait une variation de l'organisation administrative (la veille idée datant des années 80 de regrouper en une seule assemblée région et département).

Là, ce fut 69188 personnes qui votèrent oui, soient à peine 24% du supposé corps électoral.

Autrement dit, le système que nous subissons actuellement n'a été « approuvé » dans des conditions de confusions politiques extrêmes que par moins du quart des électeurs et électrices dans le système français.

Quelles leçons à tirer de cela.

Les dérives du MIM depuis 1999 démontrent le chemin qu'il ne faut pas prendre

SE BATTRE POUR LE DROIT A L'AUTODETERMINATION

Ces « consultations » n'ont rien à voir avec l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple martiniquais que le pouvoir colonial ne reconnaît toujours pas.

Il y aura exercice de ce droit le jour d'une consultation sans main mise de l'administration coloniale et quand toutes les options seront clairement sur la table.

En second lieu, dans un processus de décolonisation, quelle que soit sa forme, la tâche des forces indépendantistes est de convaincre le peuple et non le pouvoir colonial. .

Le combat pour le droit à la reconnaissance de notre peuple et le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, doit être mené jusqu'au bout.

JÉ ÉPI NON MÒN KOMIN MATNIK

ANNOU LIANNÉ NON KOMIN ÉPI KOTÉ KA PÒTÉ NON MÒN, KONTEL :
MÒN-LARCHÉ EK DIAMAN.

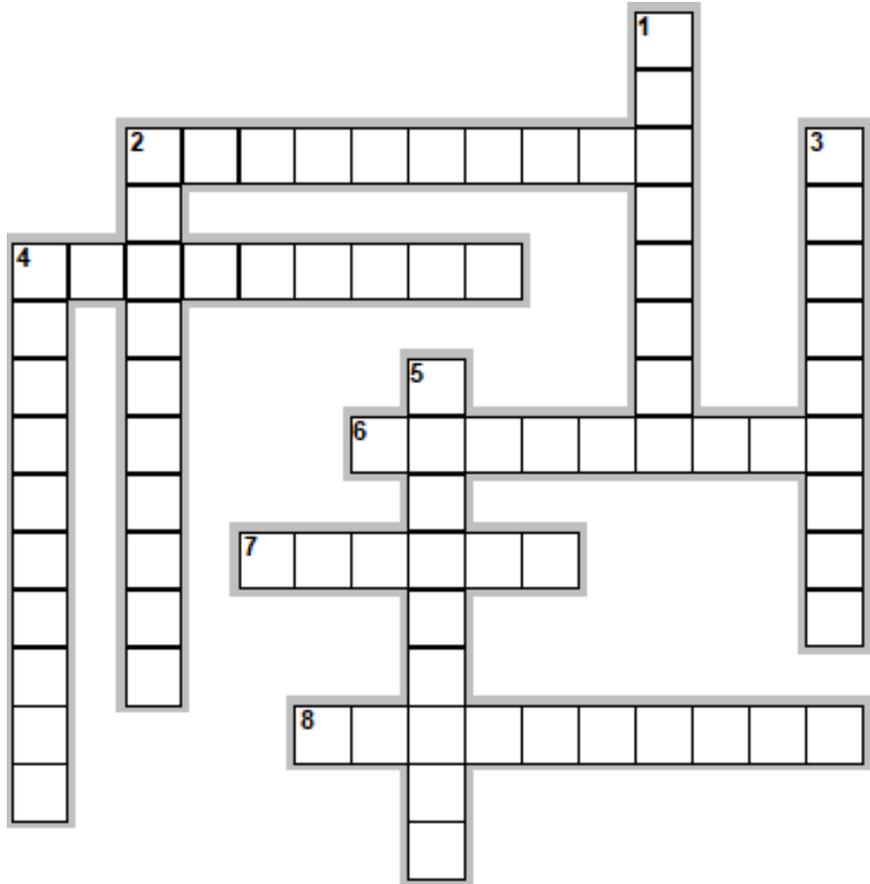
SONJÉ MATJÉ NON SÉ MÒN-LA ÉPI AN LIANNAJ (-).

KOUCHÉ

2. FÒDFWANS
4. LOREN
6. SENTMARI
7. DIKOS
8. LANMANTEN

DOUBOUT

1. BASPWENT
2. SENTESPRI
3. LAVIÈPILOT
4. TRNITÉ
5. GWOMÒN



POU SOUKWÉ SÈVEL NOU.

AN ZAFÈ LAJ

An papa ni **30** lanné pasé ich li.
Laj lé dé ansanm, ka fè **36** lanné.
Ki laj ich-la ?

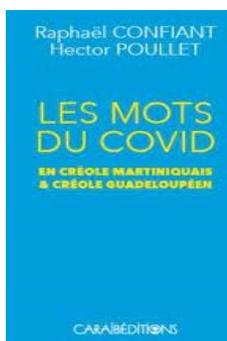
AN BOUTEY BOUCHÉ

An boutey épi bouchon—a ka pézé **110** gram.
Boutey-la ka pézé **100** gram pasé bouchon-a.
Konben bouchon-a ka pézé ?

***Flap, flap ou touvé répons-la.
Mé pangad, viré gadé bien si i bon.***

CHRONIQUE : Des livres à lire

« LES MOTS DU COVID » de R. CONFIANT et H. POULLET (CARAÏBEDITIONS)



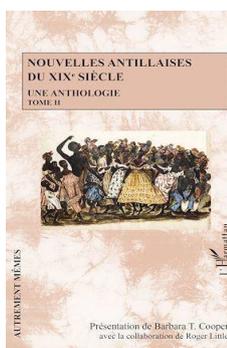
« Le présent ouvrage a été écrit afin d'apporter notre pierre aux efforts d'enrichissement lexical de nos langues sans lesquels ces dernières n'ont pas d'avenir. »

Cet ouvrage a le grand mérite d'exister et les deux auteurs démontrent que « faire peuple » se construit pas à pas et ne doit pas rester un mot d'ordre creux à la Gama ou à la Letchimy.

Il faut recommander la lecture de la préface car elle pose toute la difficulté de faire vivre nos deux langues nationales dans un contexte de domination, pas seulement lexical.

BRAVO

« NOUVELLES ANTILLAISES DU XIX SIECLE » Tome II Présentation de Barbara t. Cooper avec la collaboration de Roger Little (L'HARMATTAN)



Un premier tome avait paru en 2017. Ici, nous avons à nouveau un recueil de divers textes parus au XIX siècle, entre 1828 et 1862, dans des revues ou des journaux divers.

On y trouve des auteurs, la plupart inconnus aujourd'hui, mais avec une petite pépite, un texte d'Alexandre Dumas sur « Le Mancellinier ».

Le découpage est assez original puisque nous passons de « Bamboulas » (la danse) aux « poisons » et par les « dérives » (de tous types) et même les « vengeances et jalousies ».

Bref des nouvelles dont on peut s'interroger sur ce qu'elles apportent. Quand même on y perçoit des mœurs telles que vécues et/ou ressenties.

Cela est finalement plaisant à lire.

INTERESSANT

« DANS LA TETE DE JULIAN ASSANGE » de G. LEDIT et O. TESQUET (ACTES SUD)



Depuis plusieurs années, Julian Assange est poursuivi par la justice étasunienne pour avoir dévoilé avec Wikileaks des documents diplomatiques étasuniens démontrant la duplicité de l'Occident et de son leader. Il a été arrêté en Angleterre sous le prétexte qu'il aurait commis un viol en Suède. En fait une opération mensongère pour justifier son arrestation. Il ne peut fuir Londres et doit se réfugier dans l'ambassade de l'Equateur dont il a été honteusement chassé après l'élection du renégat Lénin Moreno. Depuis, il est en prison et la (servile) Haute Cour britannique vient de relancer son extradition aux USA. L'histoire de Assange rappelle celle de Snowden qui a eu la chance de pouvoir rallier Moscou où il est encore exilé. Grand exemple qui montre l'hypocrisie occidentale (des Etats mais aussi des journaux pseudo-libéraux comme Le Monde) en matière de liberté individuelle. Il faut donc lire cet ouvrage de deux journalistes français qui décrivent le parcours de ce militant de la liberté d'informer.

ON PEUT LIRE DONC

Jé mwa pasé korijé : MO SÉRÉ

Nwel rivé, adan tablo-a touvé sé mo-a ki adan lis-la épi baré yo .

K	L	X	F	L	E	R	I	N	W	E	L
M	Q	D	O	A	P	B	O	D	I	E	A
P	U	C	E	S	O	O	A	K	A	K	G
S	T	Q	H	L	U	U	K	I	N	E	W
P	R	E	L	S	D	A	L	E	J	O	
Y	Q	K	G	G	N	H	N	J	V	A	Z
A	T	A	V	N	H	A	F	A	E	N	E
N	R	N	I	A	T	I	I	O	C	B	Y
M	O	T	N	D	L	U	K	C	H	O	B
Z	I	K	U	A	V	Y	J	W	K	N	C
L	F	C	K	W	A	P	S	B	O	S	A
L	I	T	J	P	I	N	J	E	L	V	N
O	L	I	M	E	S	O	E	Q	O	E	K
P	A	T	E	Z	J	A	M	E	R	G	W
K	O	K	O	U	E	M	A	L	U	U	I
P	A	T	O	T	U	K	W	O	U	O	L
J	O	J	O	U	X	E	O	X	A	S	B

TI LISON POU MATJÉ BIEN LANG-LAN.

Asou zafè lang-lan ni anlo moun ka bité toujou asou mo ka matjé épi 2 « n » kolé.

Sonjé reg-la ka di : *ou ka matjé sa ou ka tann*, kontel :

An bannann, ou ka tann : ban épi nann (nan /n)

An zannanna, ou ka tann : zan-nan-na

Toubannman, ou ka tann : tou-bann-man

Kann : kan/n, Vann : van/n

Bouchonnen, ou ka tan: bou-chon-nen

Labonm, ou ka tann : La-bonm (bon/m)

Bonm : bon/m, Bonnè : Bon-nè

Lapenn, ou ka tann : La-penn (pen/n)

Grennen, ou ka tann : Gren-nen

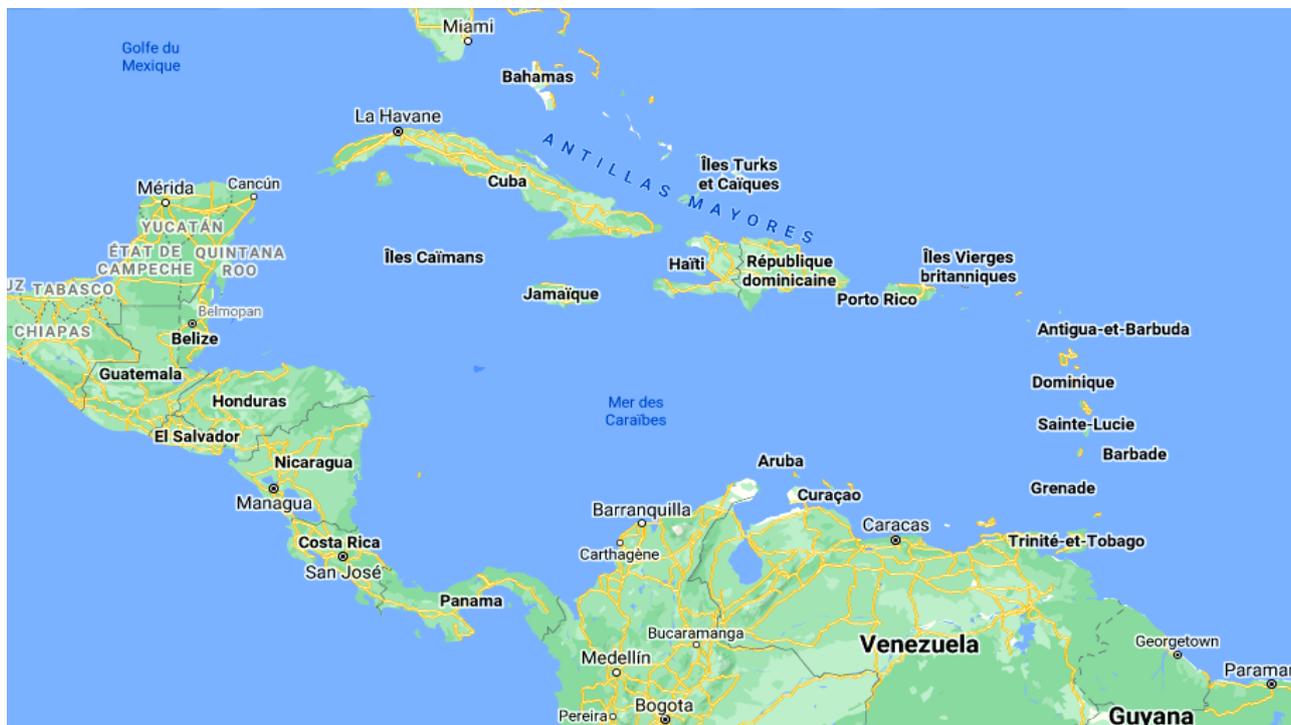
Sennen, ou ka tann : sen-nen

Malmennen, ou ka tann : mal-men-nen

Lasimenn pwochenn misié Simonnet an nonm venndé lanné kay ralé senn granbonnè.

Ti pawol : chien pa lé bannann, i palé poul pran'y.

LA CARAÏBE OU LES CARAÏBES OU L'ESPACE CARAÏBE.



Le continent nommé « Amérique » (en reconnaissance à VESPUCCI dont le prénom Amérigo a donné « Amérique ») du fait de sa gestion de ces terres occupées par les colonisateurs européens avec Christophe COLOMB qui croyait être arrivé aux Indes ce qui sera nommé « Indes Occidentales ». Ceux-ci s'ancrant dans leur erreur ont décrété que les habitants autochtones étaient des « Indiens » au mépris de ce qu'ils étaient réellement (Kalinago, arawak, Taino, Cheyenne, Apache, Aztèque, Maya, Inca, Guarani, Paricur, ingarico, Wayapi, etc.). Du haut de leur suprématie, ils les ont tous classés sous le vocable d'indigènes signifiants sauvages, barbares sans culture, et persévérant dans leur supériorité de conquérants, les ont étiquetés « Amérindiens », insulte à ces peuples, à ce qu'ils sont et à leur culture, terme encore largement utilisé dans le monde de manière ignorante ou superficielle.

Ce continent est formé de ce qui est nommé Amérique du Nord, et Amérique du Sud, qui sont reliés par l'Amérique centrale et un archipel d'îles qui séparent l'Océan Atlantique de la Mer. Cette mer est nommée « des Ca-

raïbes » parce que les colonialistes européens avaient cru comprendre que les peuples kalinas ou kalinagos s'appelaient Caribes alors qu'il s'agissait d'un mot utilisé par eux pour désigner un combattant ou un chef. Elle est aussi appelée « des Antilles », puisque ces îles signalées avant Colomb par des navigateurs portugais étaient mentionnées comme les îles avant la terre « Ilhas Ante » qui a donné « Antilhas » et sont dénommées les Antilles.

Ce qui est souvent appelé « La Caraïbe », ou de manière exotique « Les Caraïbes » c'est le chapelet d'îles qui s'étend sur 4 200 km, de Cuba au Nord proche de la Floride et du Mexique, jusqu'à Trinidad et Tobago au Sud proche du Venezuela.

C'est par ces îles que la colonisation européenne a commencé lorsque Colomb après être passé près des Bahamas a accosté à Ayiti, île qu'il a nommé Hispaniola, « petite Espagne » sur laquelle aujourd'hui existent 2 États la République d'Haïti et la République Dominicaine, conséquence de la colonisation d'une partie par la France et d'une autre par l'Espagne qui y a établi sa base pour poursuivre la colonisation du continent.

LA CARAÏBE OU LES CARAÏBES OU L'ESPACE CARAÏBE.

C'est une acception courante de considérer ces îles comme La Caraïbe, mais ce n'est pas la seule car souvent on parle de la grande Caraïbe et le concept est tout ce qui est baigné par la Mer des Caraïbes. En l'occurrence il s'agit géographiquement pris de manière large, des îles, des pays qui constituent l'Amérique centrale, ceux du Nord de l'Amérique du Sud avec Colombie et Venezuela et dans cette notion sont intégrés Guyana, Surinam, Guyane qui ne sont pas baignés par la Mer des Caraïbes. Donc y est introduit un facteur qui est politique et non géographique.

Il est considéré que cette région est une zone qui est située sur une plaque tectonique et si on compte tous les îlots, on y trouve plus de 700. La région est connue pour la fréquence des séismes ou l'activité volcanique qui ont déjà fait de nombreuses victimes et causés de graves dommages. Les européens dans leur logique ont comparé cette mer à la Méditerranée et l'ont même appelée « Méditerranée américaine ». La caraïbe est parfois considérée comme un espace de liaison entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, pas seulement géographique, mais culturel, civilisationnel, linguistique.... de par sa diversité, traduction du colonialisme, qui y est encore présent de nos jours.

Ces îles ont joué un rôle important dans la colonisation européenne du continent. C'est là qu'ont débarqué Colomb et les siens, où ils ont établi leurs bases pour réussir la conquête de l'ensemble du continent processus qui a amené à l'appellation de « Amérique ».

Ainsi dans la Caraïbe le facteur majeur est la mer commune, qui génère un rôle primordial au littoral et au domaine maritime.

La Grande Caraïbe forme un ensemble hétérogène, du fait de la colonisation qui a créé des divisions, dans les divers domaines, politique, économique, linguistique, culturel

Ainsi d'un point de vue politique, la Caraïbe est constituée d'États de nations, de territoires, indépendants, associés, colonisés, ou assimilés.

On y trouve différentes aires linguistiques: anglophone, francophone, hispanophone, néerlandophone, créolophone et autres langues de peuples autochtones ou de communautés d'anciens esclavagisés.

Pour avoir une idée de la diversité sur le plan géographique on y trouve un pays 4 fois plus grand que la France et un 10 fois plus petit que la Martinique.

Dans le même temps on trouve aussi des caractéristiques communes à l'ensemble des pays de manière globale.

Cet environnement qui est le notre nous est occulté par le système colonial qui nous impose d'avoir les oreilles et les yeux rivés à l'Europe.

Afin que nous puissions y avoir toute notre place aux côtés des autres peuples, il est important que nous ayons une connaissance de tout cet espace, pour y reconnaître ce qui est aussi un peu de nous et apporter ce que nous pouvons.

Ainsi pourra se développer une relation multifactorielle, dans un cadre de coopération positive pour une intégration régionale de solidarité. Ceci afin de répondre au mieux aux besoins et aspirations des peuples de la région, ayant la conduite de leurs affaires en toute souveraineté pour construire une Caraïbe débarrassée de toute domination, une caraïbe de paix, d'amitié entre les peuples.

Aussi nous allons publier dans notre journal des articles qui apporteront des éléments essentiels sur chacun des pays de la Caraïbe. Ils permettront de mieux les identifier, et aussi d'avoir une meilleure conscience de notre identité, de mieux échanger avec nos frères et sœurs caribéens.

Cela nous aidera à sortir de la schizophrénie dans laquelle nous maintient le colonialisme afin que nous ne puissions pas exercer nos droits de peuple, pour nous priver de la capacité d'exercer notre souveraineté sur notre terre.

Être pleinement caribéen nous permettra d'avancer vers notre émancipation.

JANVIER 1816 : L'AIDE CAPITALE D'HAÏTI À SIMON BOLIVAR POUR LA CONQUETE DE L'INDÉPENDANCE DU VENEZUELA.

Quand les révolutionnaires français promulguent la fameuse déclaration de l'Homme et du citoyen le 26 Août 1789 il n'était nullement dans leur intention d'en faire bénéficier les esclaves des colonies qui les avaient enrichis mais qu'ils considéraient, eux, les déportés venus de Bordeaux, Nantes ou la Rochelle comme de la marchandise.

Tandis que les classes privilégiées se querellaient en France les esclaves d'Haïti se révoltèrent, d'abord dans le Nord, puis en l'espace de quelques semaines à travers toute la colonie. Cette révolte des esclaves débuta en Août 1791, deux ans après le commencement de la Révolution française.

Les années noires conduites par Toussaint Louverture et Jean Jaques Dessalines (deux anciens esclaves) mirent à bas l'édifice de la colonisation française en infligeant une sévère correction à une force d'invasion espagnole, suivie par deux armées comptant chacune des milliers de soldats professionnels envoyés d'abord par la Grande Bretagne ensuite par la France de Napoléon pour écraser la révolte. L'armée de Napoléon la plus puissante du monde à l'époque qui s'était illustrée sur les champs de bataille à travers l'Europe est battue par l'armée des anciens esclaves en guenilles mais animée de la farouche volonté de ne plus subir l'esclavage. Jean Jacques DESSALINES conscient de l'enjeu est clair : « coupez les têtes et brûlez les habitations ». Après la bataille décisive de Vertières le Général Rochambeau signe la reddition le 19 Novembre 1803. Le 1er Janvier 1804 le jour même où les débris de l'armée française s'embarquent pour la France après une défaite humiliante.

Dessalines proclame que son pays est une république libre et indépendante rompant les liens avec le colonisateur et redonnant son nom d'origine HAÏTI.

Cette victoire sur l'armée française ne fit pas que donner la liberté au demi-

million d'esclaves haïtiens... elle déclencha des événements qui annonçaient les derniers soubresauts de l'esclavage dans l'ensemble du monde occidental.

Voyant leurs intérêts menacés les États Unis (dont 13% de la population est en esclavage) et l'Europe imposèrent une terrible punition à la nouvelle République qui avait osé créer le premier état noir libre des Amériques. Ils imposèrent à Haïti un embargo économique total qui fut renforcé par une demande de la France de dédommagements financiers pour un montant de 150 millions de Francs afin de compenser la valeur des esclaves libérés dont la France n'était plus « propriétaire ». Ce fut la première fois dans l'histoire que des dédommagements étaient imposés par la nation vaincue à celle qui l'avait battue.

Plus d'un siècle après la victoire des anciens esclaves 80% des ressources du gouvernement haïtien servaient à payer une banque française et étasunienne, le service de la dette pour prêts consentis à Haïti pour régler les « dédommagements » à la France.

EN AMÉRIQUE DE SUD L'ASPIRATION À L'INDÉPENDANCE GRANDIT

De l'autre côté de la mer des Caraïbes, en Amérique du Sud, l'opposition à la couronne espagnole se fait de plus en plus vive. Les populations issues de la colonisation contestent que l'économie soit dirigée vers la satisfaction de la cupidité de l'Espagne. Comme dans toutes les colonies la « métropole » s'est assurée du monopole du commerce avec les colonies.

Le pouvoir politique et économique est entre les mains des fonctionnaires espagnols. Les descendants des colons (les créoles) nés dans les colonies en sont exclus. Une bourgeoisie s'est formée qui voudrait bien commercer avec le reste du monde. De fait la domination coloniale de l'Espagne freine son expansion.

Ainsi se développe une aspiration à se

JANVIER 1816 : L'AIDE CAPITALE D'HAÏTI À SIMON BOLIVAR POUR LA CONQUETE DE L'INDÉPENDANCE DU VENEZUELA.

libérer du joug de l'Espagne pour accéder à l'indépendance. Parmi les révoltés issus pour la plupart de la bourgeoisie se démarque Simon BOLIVAR qui dès 1805 à Rome où il était de passage fait serment de libérer l'Amérique « latine » de la domination espagnole. Son serment prononcé sur le mont sacré est fameux : « Je jure devant vous, je jure par le Dieu de mes pères... Je jure sur mon honneur et je jure sur la patrie que je ne laisserai ni répit à mon bras, repos à mon âme, tant que je n'aurai pas brisé les chaînes qui nous oppriment par la volonté du pouvoir espagnol ».

Le jeune vénézuélien parvient plus tard à s'imposer à la tête du mouvement émancipateur. Après ses premiers succès militaires, l'Espagne puissamment armée reprend le contrôle de la Colombie et du Venezuela. Bolivar trahi par ses soutiens important est obligé de quitter le continent, il s'exile à la Jamaïque, au contact d'une société esclavagiste « pure » il se transforme. L'aristocrate de Caracas devient un véritable révolutionnaire. Son séjour en Haïti (1815-1816) transforme le sens de son combat. Là il comprend que pour gagner, il doit mettre de son côté les Noirs et les Mulâtres et que pour ce faire il doit lutter contre l'inégalité sociale et abolir définitivement l'esclavage.

Après ses revers il est cependant sans un sou et sans guère de troupe.

L'AIDE D'HAÏTI AU VENEZUELA POUR SON INDÉPENDANCE

Le 2 Janvier 1816, il rencontre le président haïtien PÉTION à qui il demande de l'aide pour reprendre son combat. Le Président PÉTION malgré les agressions, les difficultés énormes que subit son pays, malgré la misère à laquelle les États unis, la France, l'Europe contraignent le peuple haïtien tend la main à BOLIVAR. L'aide ne sera pas refusée. Bolivar repartira avec des armes, des munitions mais aussi (et cela est important) avec des hommes aguerris au combat durant les longues années de la guerre d'indépen-

dance.

Les descendants d'Africains qui ont vaincus les armées les plus puissantes du monde sont craints et respectés. Ils exercent une véritable fascination dans toute l'Amérique.

Notons qu'à cette époque Haïti accueillait de nombreux mouvements révolutionnaires d'Amérique du Sud qu'il soutenait logistiquement, financièrement et moralement. C'est ainsi qu'en 1812, 1813, 1815 des meneurs d'expéditions vénézuéliennes viendront chercher en Haïti un soutien militaire et logistique.

De plus Haïti dès 1804 a proclamé que tout homme mis en esclavage qui foulait la terre d'Haïti devenait libre.

Cette solidarité ne pouvait qu'accroître la détestation des États Unis et de l'Europe envers la première République Noire. Détestation qui se poursuit encore de nos jours.

GRACE À L'AIDE D'HAÏTI LE COMBAT DE BOLIVAR PREND UNE AUTRE TOURNURE

Grace au soutien d'Haïti l'armée de Bolivar se reconstitue.

La France d'aristocrates se transforme en révolution populaire.

En 1817 l'armée populaire de BOLIVAR lance une formidable offensive contre les troupes espagnoles. Les patriotes après une longue marche libèrent BOGOTA (Colombie). À partir de la COLOMBIE ils libèrent le VENEZUELA. Un an plus tard ils libèrent l'EQUATEUR. Bolivar devient alors le Président de la grande COLOMBIE c'est-à-dire d'une immense République formée par toutes les anciennes provinces de l'ancien vice-royaume de la Nouvelle Grenade : le Venezuela, la Colombie, le Panama, l'Équateur.

Bolivar ne s'arrête pas là. En 1824 il libère la Bolivie et le Pérou. Après ces victoires le serment de Bolivar s'est accompli: La fin de la domination coloniale espagnole en Amérique du sud.

Cependant malgré tous ces succès le

JANVIER 1816 : L'AIDE CAPITALE D'HAÏTI À SIMON BOLIVAR POUR LA CONQUETE DE L'INDÉPENDANCE DU VENEZUELA.



LIBERTADOR ne parvient pas à fonder le régime de la grande COLOMBIE sur des bases solides en unissant en un vaste état l'ensemble des républiques hispanophones d'Amérique.

La grande Colombie se désagrège, les états font sécession.

Les conspirations contre BOLIVAR se multiplient. Vaincu par la maladie et l'isolement il s'exile en Colombie où il s'éteint le 17 Décembre 1830 sans avoir pu assister à la libération des esclaves qui interviendra en 1856 soit 26 ans après sa mort. Entre temps l'État vénézuélien s'était doté d'une constitution fondant la citoyenneté sur la qualité d'hommes libres. L'esclavage n'était pourtant pas aboli mais repoussé de 21 ans après l'indemnisation des colons esclavagistes.

La révolte des esclaves en 1843 précipite leur libération déjà enclenchée par les discours d'Angostura de Bolivar « Rejetant les jougs de l'esclavage dont sont porteuses les nations européennes »

Cette page glorieuse de l'histoire d'Haïti mérite de ne pas tomber dans l'oubli. Il est essentiel de retenir que la première république Noire mis au banc des nations par les puissances de l'époque acculée à la misère, contrainte de payer une dette parfaitement indue a fait face à son devoir de solidarité internationaliste en se sacrifiant pour aider le Venezuela et les pays de la « grande Colombie » à conquérir leur indépendance.

Gloire à Haïti pour cet acte de bravoure révolutionnaire !

République d'Haïti

Au Port-au-Prince, le 26 janvier 1816, an 13 de l'Indépendance.

ALEXANDRE PÉTION, Président d'Haïti au Général Marion, commandant de l'Arrondissement des Cayes.

Des raisons que je ne dois pas confier au papier mon cher général, mais qui tendent grandement à consolider la République, me commandent de vous inviter, par la présente, à mettre à la disposition du général Bolívar, deux mille fusils et leurs baïonnettes de ceux déposés à l'arsenal des Cayes par M. Brion ; vous mettrez aussi à sa disposition le plus de cartouches et de pierres à fusil que vous pourrez, en ne gardant surtout des cartouches, qu'une petite quantité. Vous ferez sortir ces objets comme envoi fait à la Grand-Anse, en les chargeant à bord d'un bâtiment dont le capitaine que vous placerez à bord et l'équipage seront dignes de votre confiance, et ce bâtiment une fois dehors et d'une manière à ne point être aperçu, allongera celui que le général Bolivar destinera pour recevoir ces objets, et les transmettra à son bord. Il est à propos que cela ne transpire pas, et je repose sur les précautions que vous prendrez à cet égard.

Je vous salue d'amitié.

Signé : PÉTION

République d'Haïti

Au Port-au-Prince, le 26 janvier 1816, an 13 de l'Indépendance.

ALEXANDRE PÉTION, Président d'Haïti au Général Marion, commandant de l'Arrondissement des Cayes.

Je vous recommande mon cher général, de faire délivrer par l'administration des Cayes, aux malheureux réfugiés de Carthagène et dépendances, une ration en pain et salaisons. C'est un acte d'humanité digne du gouvernement de la République. Vous présenterez la présente lettre à l'administrateur ADAM.

Je vous salue d'amitié.

Signé : PÉTION

NOU GLORIYÉ DÉSANM 59



Le 22 décembre 2021 les organisations : AOP, CNCP, IKIMA, CNR, MODEMAS, MIR, MPREOM et PKLS ont organisé un gloriyé de Désanm 59. La manifestation était sous la présidence d'honneur de Guy DUFOND, ancien prisonnier politique de l'OJAM et membre fondateur du PKLS et aussi en solidarité avec les 4 prisonniers politiques (DALSIM, EDWIN, LULU, VOLKAN).

Une première partie de la manifestation s'est déroulée à Desclieux, lieu où ont été fusillés les insurgés de « Septanm 1870 » condamnés par le tribunal militaire installé pour la circonstance.

L'introduction au débat a porté sur « la Permanence des luttes et lien entre décembre 59 et les événements d'aujourd'hui ».

Des camarades sont intervenus pour témoigner des faits et de la réalité en Décembre 1959 qui avait conduit à cette explosion sociale, brutalement réprimée par les forces armées françaises qui assassinèrent 3 jeunes Betzy, Marajo, Rosile et firent de nombreux blessés. Plusieurs Martiniquais avaient été emprisonnés, certains lourdement condamnés.

Certaines interventions ont fait la liaison de cette période et ces événements qui ont marqué l'histoire de notre pays et les luttes d'aujourd'hui. En effet on constate que plus de 60 ans après le colonialisme français sévit toujours, les conditions de travail et de vie sont toujours aussi difficiles, l'envahissement par les français arrogants s'est intensifié, le pouvoir utilise les mêmes moyens et méthodes pour maintenir sa domination. Une illustration en est donnée avec la répression et l'emprisonnement des 4 militants qui luttent contre l'empoisonnement de notre peuple par les pesticides.

Les organisations présentes ont baptisé le lieu « LAKOU LÉ FIZIYÉ 1870 ».

La deuxième partie s'est déroulée à la Savane de fort de France où un film sur Désanm 59 a été présenté Louis-Georges PLACICDE, avec qui il y eut un débat.

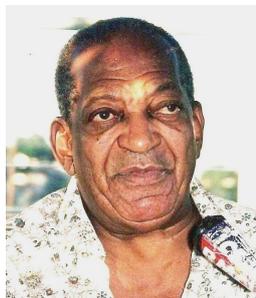
La manifestation s'est terminée avec une animation tanbou avec le groupe « MAWONNAJ ».



Site pkls
<http://www.pkls.org>
mail: pkls@pkls.org
mail: pkls.matnik@gmail.com

TEKS Gabriel LUCE

An Ionè Marcel MANVILLE
Trinité 8 désanm 2021



MAPIPI MARSEL

Marsel ou sé nan fa, nan fa, nan fa, é sé bien pou sa ki ou té pou nou woulé nan peyi-nou san fa, san fa, san fa.

Jodi-jou fout ou té ké nan gou, met Marsel pou té témwen djokté Masibol-la.

Mawonez mawoné ww nan wout pou soukwé doubout Masibol-la.

Soukraj lantoupriz bétjé.

Déchoukaj istati adan lé pli isalop zawa fransé kontel Dénanbik, Kolon, Jozéfin, Chelchè, Dègol, wè, Dègol !

Drapo wouj, vè, nwè, ka mayé épi van, van, van, van.

Toupandan batrasien lulu badjol pli batrasien lulu badjol .

Ou té ké la, fout ou té ké ralé kravats, pran nan pié pawol kont alé viré nan tralé majistra tjòlòlò nan mision kolonialis yo.

Ou té ké fennen défalman yo

Ou té ké cho, cho, cho, wè bay douvan tout oliwon latè, larel entènasional Fanon .

Ou té ké bay désann nan tjou yo pou masak kont van-mennen.

Marsel nan vréyaj moun toupatou, nan Masibol-la, la, épi bel, bel lakansiel larel-ou .

Marsel non wagaba san fa, san fa, ou la épi nou, nou la épi'w.

An Ionè Guy DUFOND
Fodfrans 22 désanm 2021

Guy DUFOND

Guy DUFOND, Guy DUFOND véridicité, mordant, longanimité, implacabilité, vaillance.

Guy DUFOND, Guy DUFOND héritier de preux inspireurs dont notre obligé, vital, primordial Frantz Fanon.

Guy DUFOND, Guy DUFOND salutaire protagoniste de l'OJAM.

Guy DUFOND, Guy DUFOND associé à la cristallisation de notre emblème national.

Guy DUFOND, Guy DUFOND, fondateur bâtisseur d'un fécond outil pour notre émancipation ;

Guy DUFOND, Guy DUFOND dynamique battant de moult, moult légitimes, fondés, mérités gaou-lés populaires.

Rendons magistralement hommage à ce mapipi maillon de notre chaînon de marrons.

Sonjé, Sonjé

Alorizon lorizon lopsion siyon démon pofitasion tribilasion toufezon mangouyon toufangongon.
Obligasion mision mouvmentasion mawonasion.

Guy DUFOND, Guy DUFOND.



DESMOND TUTU LA VOIX DE LA LUTTE ANTI-APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD EST

« Si vous êtes neutres devant une situation d'injustice, c'est que vous avez choisi d'être du côté de l'opresseur » D. TUTU



Desmond Tutu qui était un compagnon de Nelson Mandela a joué un rôle majeur dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Il a souvent été la voix de Mandela durant ses années d'emprisonnement. Il a toujours été au premier plan contre des injustices dans le monde, pour les droits humains et les droits des peuples. Mandela avait dit de lui « *Sa voix sera toujours la voix des sans-voix.* »

Prêtre anglican, il est devenu archevêque du Cap. Il a toujours considéré que la lutte était indispensable pour améliorer la situation de son peuple. Il a participé activement à la résistance contre le régime d'apartheid et agi pour faire connaître la réalité de la situation en Afrique du Sud.

On dit que c'est lui qui à partir d'une expression qu'il avait eu pour son peuple « *Vous êtes le peuple arc-en-ciel de Dieu* » a utilisé le terme de « nation arc-en-ciel » pour définir une Afrique du Sud débarrassée des discriminations raciales

En 1994, Mandela élu président d'Afrique du Sud a confié à Desmond Tutu la présidence de la « Commission Vérité et Réconciliation »

Il a été aux côtés du peuple palestinien dans sa lutte contre la colonisation sioniste et il condamnait l'apartheid en Palestine qu'il comparait à l'apartheid dans son pays. En permanence il dénonçait les injustices, les maltraitements, les détentions, les massacres perpétrés par Israël contre les palestiniens.

A plusieurs reprises il a affirmé son soutien au mouvement international de « Boycott, Sanctions, Désinvestissement » (BDS) en solidarité avec le peuple palestinien.

A ce sujet il a déclaré : « *Ceux qui continuent à faire des affaires avec Israël, qui contribuent à un sentiment de 'normalité' dans la société israélienne, rendent un mauvais service aux populations d'Israël et de Palestine. Ils contribuent à la perpétuation d'un statu quo profondément injuste* ».

Un propos de lui à son peuple qui montrait son humanisme et son humour : « ***Soyez gentils avec les Blancs, ils ont besoin de vous pour redécouvrir leur humanité.*** »

Nous saluons la mémoire de cet homme qui a fait preuve de dignité, de courage, de lucidité, pour son engagement en solidarité avec les victimes des injustices et les peuples sous domination des impérialistes.



Desmond TUTU avec Nelson MANDELA et son épouse

**Résister. | Unir. | Construire
une alternative.**

Yo Di... Yo Matjé...

Desmond TUTU

« Si vous êtes neutres devant une situation d'injustice, c'est que vous avez choisi d'être du côté de l'opresseur ».

« La guérison signifie que notre dignité soit rétablie et que nous sommes en mesure de faire avancer nos vies ».

« Nous avons été créés pour la liberté ».

« Le prix de la liberté est une vigilance éternelle ».

Soyez gentils avec les Blancs, ils ont besoin de vous pour redécouvrir leur humanité."

(Octobre 1984)

« L'espoir, c'est d'être capable de voir la lumière malgré l'obscurité ».

«Pour l'amour de Dieu, est-ce qu'ils vont entendre, est-ce que les Blancs vont entendre ce que nous essayons de dire? S'il vous plaît, la seule chose que nous vous demandons, c'est de reconnaître que nous sommes humains, nous aussi. Quand vous nous écorchez, nous saignons, quand vous nous chatouillez, nous rions».

(Discours demandant des sanctions contre l'Afrique du Sud, janvier 1985)

«Votre président est un désastre en ce qui concerne les Noirs. Je suis très fâché. L'Occident peut aller au diable. Les syndicats noirs appellent à des sanctions. Plus de 70% de notre peuple, comme le montrent deux sondages, veulent des sanctions. Mais non, le président Reagan sait mieux que tout le monde. Nous allons souffrir. Il est là, comme le grand chef blanc à l'ancienne, à nous dire que nous, les Noirs, on ne sait pas ce qui est bon pour nous. L'homme blanc sait».

(Entretien à la presse après le refus du président Ronald Reagan d'imposer des sanctions au régime de l'apartheid, juillet 1986)

"Je ne vénérerais pas un Dieu homophobe (...) Je refuserais d'aller dans un paradis homophobe. Non, je dirais désolé, je préfère de loin aller de l'autre côté. Je suis aussi impliqué dans cette campagne que je l'étais contre l'apartheid. Pour moi, c'est du même niveau."

« La parole est très puissante. La parole ne décrit pas seulement la réalité. La parole crée la réalité qu'elle décrit ».

LA PROPAGANDE DE GUERRE DES IMPÉRIALISTES

Si vous n'êtes pas vigilants, les journaux arriveront à vous faire détester les gens opprimés et aimer ceux qui les oppriment. **MALCOM X**

A lire la grande presse impérialiste et écouter radio et télévision, le monde serait au bord de la guerre.

Déjà, la Russie veut envahir l'Ukraine et a massé des troupes à sa frontière.

La même Russie envoie des mercenaires en Afrique.

De même la Chine qui a éradiqué la démocratie à Hong Kong veut conquérir par la force Taïwan. Elle augmente de manière constante sa présence en Afrique et enchaîne les pays de la Caraïbe en commençant par Cuba et le Venezuela.

Sans oublier l'Iran qui fait tout pour avoir la bombe nucléaire pour détruire



Israël. Chacune de ses affirmations est simpliste et tient de la propa-

gande et non de la réalité.

LES DEPENSES MILITAIRES

Rappelons déjà cette vérité. Ce sont les pays de l'OTAN (Traité de l'Atlantique Nord) qui dépensent le plus en armement et en entretien d'armées ainsi que dans l'innovation de nouvelles armes destructrices.

Rappelons, le budget militaire annuel US est de 732 millions de dollars. Celui de la Chine est de 261, la Russie 65, soit de 4 à 10 fois moins. En sus, aux cotés des Etats Unis il y a ses autres alliés occidentaux, la France (50 millions), la Grande Bretagne (49) le Japon (48). Autrement dit ces pays contrôlent près des 2/3 des budgets militaires dans le monde. Mais ils veulent faire croire que ce sont les autres qui veulent faire la guerre.

Rappelons aussi que les Etats Unis ont 200 000 militaires répartis dans 117 pays et des dizaines de bases militaires dans le monde. La France a des militaires sur tous les continents et a une vingtaine de bases. Qui menace qui ?

Depuis le début du XXème siècle, les USA ont envahi maints pays (pour notre région, Haïti, Grenade, Cuba, Puerto Rico, Guatemala, Panama, etc....) et massacré des milliers de civils innocents. Rappelons l'Irak envahi et occupé sous un fallacieux prétexte avec près 400 000 mille morts. N'oublions pas l'Afghanistan où l'occupation a duré 20 ans et a coûté près de 200 000 morts.

Ils continuent à développer et entretenir l'OTAN jusqu'à faire que cette coalition armée agisse hors de sa sphère d'influence, en Europe de l'Est ou même en Asie ou au Moyen d'Orient.

Le camp impérialiste est donc bien porteur de guerres et de conflits armés, outre sa pratique de sanctions quand les régimes lui déplaisent (Corée, Cuba, Venezuela, Iran, etc....).

Sous prétexte de combattre le terrorisme, ces pays ont développé les assassinats ciblés avec des drones. Ce sont des dizaines de personnes que les États condamnent et exécutent sans que les victimes n'aient la possibilité de se défendre.

LA SITUATION EN UKRAINE

L'Ukraine faisait partie de l'URSS. Le pays a accédé à l'indépendance après la disparition de l'Union Soviétique. Les dirigeants démocratiquement élus, étaient présentés comme pro-russes, par les pays de l'OTAN qui ont provoqué une « révolution » violente (dite de Maidan) pour leur renversement en vue d'empêcher une al-

LA PROPAGANDE DE GUERRE DES IMPÉRIALISTES

**"NOUS SOMMES LES
ESCLAVES MODERNES...
—
LES CHÂÎNES NE SONT
PLUS À NOS PIEDS MAIS
DANS NOS TÊTES."**

liance avec la Russie. Le nouveau régime a entraîné la sécession de deux régions composées d'une majorité de russes. Dans le cadre de négociation dits des Accords de Minsk, le régime ukrainien a pris l'engagement (jamais non tenu) d'instituer une fédération. Ce refus d'appliquer un accord explique le maintien d'un état de guerre depuis près de 8 années. En revanche, une campagne permanente antirusse s'est développée avec même la mise en avant de courants pronazis, héritiers de collaborateurs hitlériens. Le PC d'Ukraine a connu plusieurs tentatives d'interdiction. L'armée ukrainienne a été renforcée et armée par les USA. Les russes qui ont récupéré la Crimée en 2014 (ce qui est discutable) demandent un engagement que des troupes de l'OTAN ne stationnent pas en Ukraine et que ce pays n'adhère pas à l'OTAN. Cela leur est refusé. L'Occident veut même interdire à l'armée russe de faire des manœuvres sur son propre territoire au prétexte que cela crée des tensions avec l'Ukraine. On parle de 100 000 hommes armés à la frontière.

LA POSITION DE LA CHINE SUR TAÏWAN

Concernant Taïwan, la Chine a une position claire, elle considère que ce n'est pas un pays mais une province chinoise. Depuis 1949, Taïwan a été le lieu de refuge des contrerévolutionnaires chinois chassés du continent. Pendant 30 années, les puissances impérialistes ont refusé de reconnaître la Chine Populaire au bénéfice de

Taïwan. Cette politique a cessé quand les USA ont voulu jouer la carte chinoise contre l'URSS. Mais les dirigeants chinois ont toujours rappelé la position de principe de leur pays, à savoir l'appartenance de Taïwan à la Chine et le principe d'un rattachement pacifique avec la possibilité d'un système économique différent. La Chine n'a jamais menacé cette province d'invasion. Elle reproche aux impérialistes de vouloir considérer Taïwan comme un État, de l'armer, de l'aider économiquement pour empêcher toute réunification. En décembre, Biden a lancé un appel à ses alliés dans ce sens. L'intensification de la campagne sur Taïwan intervient dans le contexte d'un refus des puissances de voir la Chine devenir la première puissance économique mondiale.

Souvenons nous comment au début de la pandémie du coronavirus les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ont tenté de faire porter à la Chine la responsabilité de l'apparition et du développement du virus.

L'IRAN ET LA BOMBE NUCLEAIRE

L'Iran. Cela fait vingt ans que les USA et leurs alliés veulent interdire à ce pays d'avoir l'arme nucléaire. En soit, cela peut être considéré comme positif de lutter contre la prolifération nucléaire. Sauf que des pays comme l'Inde ou le Pakistan ont pu l'avoir. Mais pire, tout le monde sait que l'État sioniste Israël possède l'arme nucléaire et cela ne gêne quiconque. Il s'agit déjà d'un choix discriminatoire. Rappelons qu'en matière nucléaire, le seul pays à l'avoir utilisé contre des populations civiles, c'est les USA au Japon en 1945 alors que cela n'était

**LA GUERRE
DU
MENSONGE**

LA PROPAGANDE DE GUERRE DES IMPÉRIALISTES

Propagande de Guerre,
médias mensonges et complot

pas justifié militairement, la guerre étant terminée.

L'Iran soutient qu'il ne veut pas faire de bombe atomique mais maîtriser l'uranium pour son économie nationale. Sous Obama, un accord avait été signé entre divers pays (USA, France, Allemagne, Russie, Chine) pour contrôler l'évolution des potentialités nucléaires iraniennes. Respecté par l'Iran, cet accord a été dénoncé par les USA dirigés par Trump. Non seulement les anciennes sanctions économiques n'ont pas été levées mais de nouvelles ont été rajoutées. Avec Biden, les USA ont accepté non de rétablir l'accord dénoncé mais de renégocier à nouveau. Les européens dont la France vont aussi réclamer que l'Iran renonce à son programme balistique pour ne plus menacer Israël. Depuis les négociations traînent, les sanctions sont maintenues et l'Iran est menacée de se voir attaquée pour détruire son programme nucléaire.

Quant aux mercenaires russes en Afrique, ce sont les USA qui ont mis en pratique cette politique, sans oublier la France qui ne cesse d'utiliser des « barbouzes ». C'est l'hospice qui se moque de l'hôpital. En fait, il est reproché aux mercenaires russes de s'implanter dans des chasses gardées de la France (Centrafrique, Mali, etc.). Il faudrait interdire les mercenaires mais aussi les commandos secrets comme ceux de France en Irak ou en Syrie. Il n'existe aucun fondement juridique à leur présence dans ces pays.

Il y a donc un gouffre entre la propagande impérialiste et la réalité.

CAPITALISME IMPÉRIALISME ET GUERRE

Comme militants révolutionnaires

nous condamnons toutes les pratiques bellicistes.

La société russe actuelle n'a rien à voir avec l'URSS. Poutine n'est pas un démocrate ni un progressiste. L'important développement économique de la Chine induit des inégalités internes et des contradictions de classes contraires aux intérêts de la classe ouvrière. Le régime religieux de Téhéran est oppressif à tous les niveaux et pourchasse les militants de gauche.

Mais la guerre que les États-Unis et leurs partenaires mènent contre ces États n'est pas une guerre pour la démocratie ou le progrès. C'est une guerre pour contrôler la planète de manière encore plus forte et permettre des profits encore plus énormes pour les grandes sociétés multinationales.

Aujourd'hui, ces pays capitalistes violent leurs propres règles de libéralisme économique et de non-protectionnisme pour combattre la montée économique de la Chine.

La crise que connaissent les sociétés capitalistes fait aussi que le chauvinisme et la guerre sont des armes de propagande pour détourner les peuples de leur problèmes internes. Il suffit de voir en France comment l'armée a été mise en avant et en valeur par Macron dans ses opérations militaires en Irak, Syrie, au Mali....

Il y a un siècle, c'est un socialiste français qui a dit que « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ». Ceci est d'actualité plus que jamais.

Ne nous laissons pas leurrer par une propagande guerrière et mensongère.

**L'IMPÉRIALISME
C'EST LA GUERRE
LES PEUPLES VEULENT LA PAIX**

PAWOL POU RI

PANMI YO, NI BON VOLÈ.

An boug désann lapréfeki anvil pou réglé zafè papié loto'y, i alé épi békàn-li.

Misié ka garé békàn-la asou griyaj lapréfeki anfas lotel polis, é jis avan i pati an gad kaka ka di'y :

- É boug mwen ! ou pé pa kité békàn isiya
- Mé békàn-la pa ka jennen pèsòn la i yé ya !
- Man di'w tiré'y pas adan lari-tala ni anlo gro tet ka pasé kon préfè, mè, dépitè, tout kalté konséyé, jandàm, polisii épi dot....
- Ay bondié, érezman ou di mwen sa, mési ! mési ! Man ké mété an kadna ba sé vakabon-tala ...

MASÈ-A PRI AN ZATRAP-LÌ.

An boug trapé an konjésion, yo mennen'y lopital pou opéré'y.

Apré opérasion-a sé yen ki masè ka otjipé di'y adan an lopital katolik. Lè i koumansé rifè kò'y, an masè ka mandé'y kouman i ké péyé lopital-la, é es i ni lasirans maladi.

Boug-la ka réponn épi an ti vwa :

Man pa ni lasirans maladi

Masè-a ka mandé'y :

-Es ou ni lajan labank ?

- Man pa ni pies lajan labank

-Es ou ni an moun la fanmiy ki pé rédé'w péyé ?

I ka réponn

-Man ni an sel sésé, i vié-fi, i masè adan an kouvan.

Masè-a lévé faché épi i di :

Misié souplé ! pa ni masè vié-fi, é sav yo mayé épi bondié.

Malad-la gadé masè-a anmitan zii épi i di :

-Si sésé mwen mayé épi bondié ében vréyé fakti-a ba bofrè mwen.

LES ENFANTS PALESTINIENS, VICTIMES DE PREMIER RANG DU SIONISME AVEC LA COMPLICITÉ DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

En ce début de nouvelle année c'est une occasion de regarder de plus près la réalité que vit le peuple palestinien au quotidien sur sa terre qui est devenue une prison pour lui et un enfer pour les enfants.

Depuis la guerre de 2014, l'année 2021 est la plus meurtrière jamais enregistrée pour les enfants palestiniens, 86 d'entre eux ont été tués par les forces armées israéliennes dans le territoire palestinien occupé. Des civils israéliens armés aussi ont tué des enfants. Il s'agit d'enfants âgés de 2 à 16 ans. Dans le même temps ce sont des centaines d'enfants qui ont été blessés ou emprisonnés. Fin 2021 ils sont plus de 200 dans les geôles israéliennes.

Ces enfants sont tués alors qu'ils dormaient dans leur lit, jouaient dans leur quartier, faisaient leurs courses, d'autres parce qu'ils participent aux cotés de leur famille pour résister aux violents assauts des colons et faire échec à l'occupation et à leur expulsion, mais « la communauté internationale » si prompt à exiger de tel ou tel pays le respect de normes diverses, ne demande jamais des comptes aux responsables de l'État sioniste qui continuent et continueront à tuer illégalement des enfants palestiniens en toute impunité au lieu de les protéger des colons qui envahissent leurs terres et les chassent avec une extrême violence.

Depuis l'année 2000, plus de 2 200 enfants palestiniens ont été tués par l'armée et les colons sionistes qui sèment la terreur. Ceci signifie que chaque année ce sont une centaine d'enfants qui sont tués, soit environ 2 par semaine. Les enfants sont maltraités et torturés lors d'arrestations ou durant leur séjour en prison. Le journal israélien "Haaretz" a dénoncé ces faits et condamné la politique de l'Etat à l'égard des palestiniens.

Ces crimes sont des crimes de guerre, des exécutions horribles, condamnés par le droit international qu'Israël ne respecte jamais.



Récemment l'ambassadeur de l'État juif à l'ONU a déchiré à la tribune de l'Assemblée Générale le dernier rapport du « Conseil des droits de l'homme » qui condamne les crimes perpétrés par l'État hébreu contre les Palestiniens. Il se justifie en arguant du fait que c'est la 95ème résolution condamnant Israël en 15 ans, que c'était une honte pour l'ONU et que le rapport méritait d'être jeté à la poubelle.

La communauté internationale qui a parrainé les accords d'Oslo veut faire croire que c'est un processus de paix qui est en cours. En vérité il s'agit d'une supercherie. Car les trente années passées depuis la signature de ces accords n'ont rien apporté de positif au peuple palestinien sinon les malheurs et dégâts provoqués par la politique israélienne d'apartheid condamnée comme telle au niveau mondial, et le renforcement outrageant de l'occupation colonialiste meurtrière, en toute impunité.

Les sionistes n'ont jamais eu l'intention d'engager un quelconque processus de paix. Pour l'État fasciste nazi, il s'agissait de procéder à un vèglaj pour mener au mieux leur projet de confiscation de la terre palestinienne en les expulsant et d'atteindre leur objectif de création du Grand Israël qui va au-delà de la Palestine, incluant par exemple le Golan syrien déjà occupé illégalement et le Liban.

Pour les sionistes chaque pas franchi dans la colonisation n'est pas temporaire mais définitif, constitue une avancée vers l'objectif final entrepris depuis 73 ans au mépris de tous les droits humains de tous les droits des peuples.

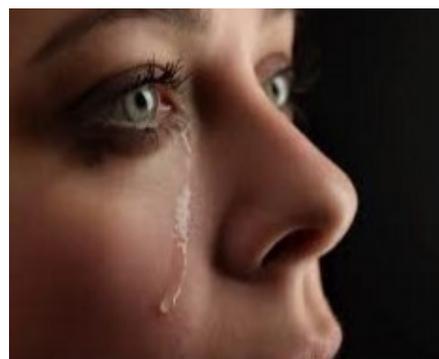
PALESTINE

Avec les poèmes de palestinien(ne)s, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israélienne qui emprisonne, torture, assassine.

Ces vers sont des armes de combat, quand ils se mêlent à la lutte, c'est pour atténuer la douleur, pour panser les blessures. Ces poèmes ne sont pas des pleurs, ce sont des chants du refus de la violence coloniale, des chansons d'es-pérance pour la victoire.

NOTRE CHEMISE RÂPÉE

Son absence sera longue,
livrée au froid dont la morsure, là-bas, en Occident,
est de celles que nul ne supporte.
O toi, la mère, rassemble donc toutes les couvertures de selle
que tu pourras trouver
et fais-lui tes adieux, ce gage déposé
entre des bras amis :
offre-lui, oui, ce châle par tes mains tissé
le soir, entre l'attente du retour
du cher petit et le conseil murmuré
par le chaudron sur le foyer.
Oui, son absence sera longue, et la morsure du froid,
là-bas, est de celles que nul ne supporte...
O toi, la mère, ne sais-tu pas qu'il est pour lui
temps de partir?
Garde-toi d'oublier de joindre à son bagage
ses bas de grosse laine,
toute à la fièvre de l'étreinte...
Allons, sois forte, le cher petit, tu le sais bien,
ne supporte plus les plaintes.
C'est ainsi. Depuis la mort du père, les plaintes
il ne les supporte plus.
L'entrée du port est cette issue
de la maison qui donne sur la rue:
les mouchoirs agités à l'instant de l'adieu
ne dépasseront pas le seuil.
Et toi, la mère, tu chercheras refuge ensuite
dans quelque coin de la maison
et tu verseras tes larmes
de ces larmes qui brûlent.
Mais tu n'iras pas au port car ce n'est point là que guérit
la peine attachée à la séparation.
Nombreux seront là les voisins, les amis,
tous ceux qu'il aime... Laisse-le,
ô toi, la mère, et sache que bientôt, juste à l'heure
de sa dernière foulée sur cette terre aveugle,



PALESTINE

le flux de son haleine sera tout entier aspiré
par les deux poumons de son frère.
Oui, de l'un à l'autre le souffle passera
avec cette force que tu sais, que tu espères :
oui, cette haleine viendra s'insinuer
au creux des poumons de son frère...

Depuis qu'il a dit " Je vais partir ",
tu n'as trouvé de saveur à aucun aliment,
anéantie par la tristesse.
Tu as pleuré au long des nuits,
pleuré en silence,
les yeux grands ouverts sur la fosse
des ténèbres.

O comme ton fier visage a cédé à présent
à la lente approche des rides !

Chaque heure depuis lors te fut
comme une année,
et ton corps fatigué en accuse la trace.
Les ruisseaux de ton coeur, aucune eau vive
ne les vient plus irriguer
et tes lèvres se sont desséchées.

" O Seigneur mien, pour qui l'ai-je donc élevé
au long de ces vingt ans?

Entends-tu, ô Seigneur mien : pour qui,
au long de ces vingt ans? "

Tu n'as jamais compris au nom de quoi il assène
de tels coups sur nos pauvres murs.

Tu n'as jamais compris au nom de quoi encore
Il jette ces noires clameurs...

O mère, tu le sais, ce serait pour nous un suicide
que de rester sur cette terre !

Les vers rongeurs se sont emparés
de mes livres, et la mort
toujours plane à l'horizon
de mon coeur.

Mère! j'ai passé le plus clair de mon temps
à moudre de l'eau au fond des cafés,
à essuyer les tables de tous les lieux voués
au plaisir des autres.

J'ai été chassé de toutes les portes
l'une après l'autre;
et mes semelles et mes haillons
sont partis en lambeaux.

On m'a injurié, on m'a crié partout que j'étais inutile.

On a fait guerre à mon honneur
et j'ai bu jusqu'à la noire ivresse, soutenu
par les épaules de mes compagnons,
et j'ai pleuré dans ma triste fange,
et j'ai pleuré sur ma honte.



PALESTINE

Et au bureau d'embauche on n'avait que ces mots:
Attendre... attendre.. attendre...
Ah, le regard de ce fumeur de cigare écorchant
mon nom du haut de son mépris!...
Mère, je vais partir : tourner en rond me fend la tête.
Oui, je vais partir!
Que la phtisie, que le déluge s'installent ici
et avec eux l'incendie!
Mais cela, non, je ne puis plus
le supporter davantage!

L'Émigré a chargé sur son dos ce qu'il a pu prendre
et il est parti.
Gloire à celui qui nous accorde d'avoir des enfants
et qui les rappelle à Lui!
Tu as pleuré au long des nuits,
pleuré en silence,
les yeux grands ouverts sur la fosse
des ténèbres.
Tu ne comprenais pas... et ton petit non plus
ne savait pas
que sa chemise râpée, tant qu'elle battrait au vent
de la peine et de la détresse,
avec elle battrait aussi le drapeau du retour.
Alors explique à son frère qu'il n'est pas pire souillure
que d'en être réduit à vendre la terre humide
où gît son père.
Mais dis-lui aussi que la force qui pousse la vie
à sortir de la graine semée
est plus dure que le roc; dis-lui que nos racines
plongent loin dans le sein de cette terre..
et que notre chemise râpée, tant qu'elle battra au vent
de la peine et de la détresse,
avec elle battra aussi le drapeau du retour,
avec elle battra aussi le drapeau du retour



Samih al-Qâssim

Matinik antan lontan

Larékòt ouvè



Matinik antan lontan



Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de janvier 2017



OBAMA
8 ANS DE PRÉSIDENTE:
QUEL
BILAN?

ÉMIGRATION MASSIVE
=
MORTE LENTE DE
NOTRE PEUPLE

2017 :
PA PRI AN
VEGLAJ YO.
DOUBOUT!

SYRIE:
La France
impliquée
dans la
déclaration
de la guerre.

Konba manmay Pékoul
sé konba pep Martinik.

A consulter sur le Site du PKLS : <http://www.pkls.org>

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : janvier 2022
P.K.L.S. MARTINIQUE